MOUVEMENTS SOCIAUX :
UNE CONFUSION SAVAMMENT ORGANISEE

(Voir p. 5)

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS!

VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

MARDI 14 Nov. 1967 — N° 92

Paraît toutes les deux semaines — 0,50 F

PALESTINE

« Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre »

L'ACTUALITÉ DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Editorial des bulletins d'entreprises

S'il est un événement commenté en ce moment, c'est bien la Révolution russe de 1917, dont le cinquantième anniversaire tombait le 7 novembre.

La presse, la radio, la TV, lui ont consacré des articles, voire des séries d'articles comme «France-Soir», ou des émissions importantes. Même le cinéma a apporté sa contribution puisque deux films récemment sortis en France y sont plus ou moins consacrés.

C'est que la Révolution Russe de 1917 est certainement l'événement historique le plus important dans le monde, depuis la Révolution française de 1789.

Mais ce que la majorité de ceux qui commentent ce cinquantième anniversaire y voient d'important, c'est que cette révolution est à l'origine de l'actuelle Union Soviétique, deuxième puissance mondiale. S'il est vrai que c'est en effet la Révolution de 1917 qui a fait du pays arriéré qu'était la Russie une grande puissance industrielle, ce n'est cependant pas le seul aspect de cette révolution.

Pour Lénine et ses camarades, lorsqu'ils furent portés au pouvoir par le prolétariat russe, cette révolution était la première des révolutions prolétariennes, des révolutions sociales, qui devaient briser l'ensemble de la société capitaliste, dans tous les pays du monde, afin de permettre le développement du socialisme universel où les classes, l'exploitation de l'homme par l'homme et l'Etat lui-même disparaitraient.

Sur ce point ils ont échoué. Et si la Révolution russe fut bien suivie de révolutions et d'insurrections ouvrières partout en Europe, partout la réaction triompha. L'U.R.S.S. isolée, se replia sur elle-même et tenta, au travers de difficultés inouies, de survivre sur les nouvelles bases que la révolution avait créées. La classe ouvrière russe décimée se découragea, les révolutionnaires internationalistes se firent de moins en moins nombreux par rapport aux « nationalistes », et la dictature du prolétariat se transforma en une dictature de la bureaucratie, couche administrative privilégiée, couronnée par l'autocratisme de Staline.

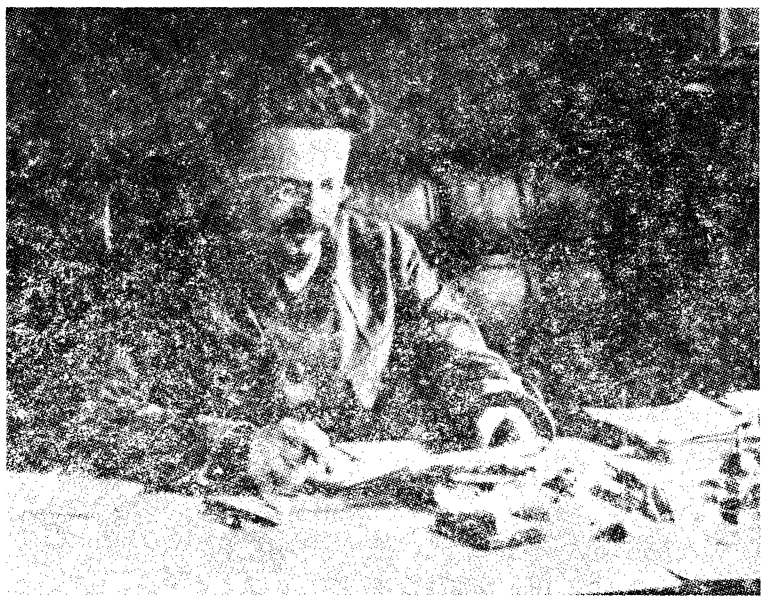
Et si l'on peut effectivement dire que Staline et la bureaucratie russe furent bien les instruments qui permirent, sur les bases sociales créées par la Révolution de 1917, d'industrialiser l'Union Soviétique, on peut dire aussi qu'ils furent la négation même des espoirs des révolutionnaires de 1917.

Non seulement ils renoncèrent à la Révolution mondiale, mais ils en devinrent les adversaires acharnés, conscients que la moindre victoire prolétarienne, où que ce soit dans le monde, redonnerait confiance au prolétariat russe et leur ferait perdre le pouvoir qu'ils détiennent sans partage.

Depuis quarante ans, les dirigeants qui se sont succédés à la tête de l'U.R.S.S. ont joué, dans le monde entier, un rôle contre-révolutionnaire, par l'intermédiaire des partis communistes qu'ils contrôlent.

La politique du P.C.F. qui brise les grèves ou qui désarme le pro-

(Suite page 7)



Trotzky
Les dirigeants...

Lénine
de la Révolution Russe

Staline
...et son fossoyeur

UN TIERS DES ELECTEURS DE SAN FRANCISCO

(Californie - U.S.A.)

se prononcent pour le retrait des troupes U.S. du Vietnam

LA guerre du Viet-Nam est aux U.S.A. de plus en plus impopulaire mais, là-bas comme ici, les sentiments populaires n'ont que peu d'influence sur les actes des gouvernants, du moins tant qu'ils restent des sentiments.

C'est pourquoi des adversaires de la guerre que les U.S.A. font au Viet-Nam, ont tenté de faire se prononcer les électeurs de San Francisco sur une proposition affirmant que les électeurs de la ville et du comté étaient en faveur d'un cessez-le-feu immédiat au Viet-Nam suivi d'un retrait immédiat des troupes américaines.

En effet, la constitution américaine garantit le droit de soumettre aux suffrages des électeurs tout texte recueillant un nombre déterminé de signatures, et la Cour suprême de Californie n'a pu s'opposer à celui-ci.

Cette proposition, contenant le retrait immédiat des troupes américaines, a obtenu un tiers des voix du corps électoral de San Francisco ; bien qu'elle soit donc repoussée, puisque non majoritaire, le résultat est cependant significatif, car il montre l'importance numérique de ceux qui sont complètement opposés à cette guerre.

Mais si les initiateurs de ce référendum ont eu raison de démontrer, par ce moyen, l'importance numérique des électeurs américains qui sont pour un retrait pur et simple, sans conditions, des troupes US du sol vietnamien, il est non moins évident que ce n'est pas par la voie électorale que la fin de cette guerre pourra être obtenue. Il faudrait d'abord qu'une majorité se prononce dans ce sens et quand on connaît la puissance des moyens que possède l'Etat et les grands monopoles américains pour façonner l'opinion, cela apparait évidemment exclu. Et quand bien même une majorité se prononcerait-elle, dans tout le pays, pour un tel retrait, ce n'est pas pour autant que Johnson et l'Etat-major américain en tiendraient compte.

En fait, c'est par l'action directe que les opposants à la guerre peuvent se faire entendre ; et il est vital, aussi bien pour le peuple vietnamien, que pour le peuple américain, que pour tous les peuples de la terre, qu'ils puissent se faire entendre à temps.

Les noirs américains n'ont commencé à voir les autorités se préoccuper de leur sort, et encore combien faiblement, qu'à partir du moment où ils ont utilisé la violence.

Et les noirs américains ne représentent que dix pour cent de la population. Que serait-ce si tous ceux qui sont opposés à la guerre aux U.S.A. se faisaient entendre autrement que pacifiquement.

N'oublions pas en effet qu'ils doivent représenter bien plus de 30 % de la population, puisque tous les jeunes et une grande partie des noirs ne figurent pas sur les listes

MANIFESTATION DES ANTILLAIS A PARIS

Le 3 Novembre dernier à 18 h., 200 manifestants antillais se rassemblaient au métro Duroc et défilaient ensuite sur le boulevard Montparnasse en direction du Ministère des Départements d'Outre-Mer. Le Comité français de solidarité était représenté par des personnalités telles Michel Leiris et Daniel Guérin. Sur les banderoles et pancartes, on pouvait lire :

« Halte à la répression coloniale à la Guadeloupe »

« Libérez les patriotes antillais »

« Solidarité avec les grévistes de la faim ».

Mais très vite les manifestants se heurtèrent aux forces de l'ordre qui leur intimèrent l'ordre de ne point troubler la circulation. Tout le quartier, des heures avant la manifestation, était quadrillé par les troupes de gardes mobiles et si ceux qui s'opposèrent aux manifestant ne portaient pas de mousquetons, dans les cars parqués non loin, des réserves impressionnante d'armes et d'hommes étaient à leur disposition.

Les slogans criés « Libérez les emprisonnés », « Libérez les Antilles » s'atténuèrent quelque peu au premier

(Suite page 2)

GARY OU WATTS : où se mène la vraie bataille pour la libération du peuple noir

PRES de huit cents villes américaines de plus de 15 000 habitants furent concernées par les élections municipales du 7 novembre dernier. De toutes ces consultations où, sous couvert d'un affrontement entre les deux grands partis républicains et démocrates il s'agissait en général d'affrontements d'intérêts de clans municipaux, deux élections retiennent l'attention : celle de Cleveland et celle de Gary dans l'Indiana. Dans chacun de ces deux cas en effet, un Noir a réussi de prendre à la Mairie la place laissée vacante par un Blanc.

L'ensemble de la presse a retenu l'aspect racial de ces élections. A Gary, où la majorité de la population est noire, la victoire du politicien noir Richard Hachter semble avoir été acquise grâce à la quasi unanimité de cette majorité. A Cleveland, si la majorité est blanche, et si par conséquent le nouveau maire Carl B. Stockes avait besoin d'une fraction des voix des Blancs, il semble bien aussi que le candidat victorieux ait réussi de « faire le plein » des voix des Noirs.

Victoire des Noirs, la presse a présenté les succès de Cleveland et de Gary, aussi comme une étape essentielle dans la prise de conscience des Noirs ! C'est ainsi que pour « France-Soir » par exemple : « De tout ceci il ressort que les Noirs, pour la première fois, entrent de plein pied et de plein droit dans la vie politique américaine. Ils ont livré bataille à égalité à des Blancs et ils ont fait preuve de discipline de vote. »

Il est incontestable que la participation massive des Noirs aux élections, le fait qu'ils aient bloqué leurs votes sur « leurs » candidats est un signe du temps. Mais ne n'est qu'un des aspects du problème, et la signification politique de ces élections est bien plus limitée que ne le dit la presse.

La personnalité et la politique de l'élu de Cleveland est caractéristique à cet égard. Stockes s'est présenté « non comme un Nègre, mais comme quelqu'un qui croit en Cleveland ». Si par la force des choses, il ne pouvait rien contre son appartenance raciale, toute sa politique visait à prouver à ses concitoyens blancs qu'il était aussi bon citoyen américain qu'eux. Non seulement il est partisan inconditionnel de la politique vietnamienne de Jonhson, mais dans les affrontements entre population noire et police blanche, il a pris nettement et ouvertement position du côté de cette dernière.

Il s'est déclaré hostile à toute forme de manifestation de la protestation noire, même sous ses formes édulcorées à la Martin Luther King. « Le Monde » affirme notamment que Stockes s'est opposé à la création d'un bureau des réclamations contre les brutalités policières, et s'est battu au Parlement d'Ohio en faveur d'une loi autorisant le gouverneur de l'Etat à faire intervenir la Garde Nationale en cas d'émeute sans attendre que les autorités municipales en aient fait la demande. D'ailleurs au moment où, en été 1966, la population noire de Cleveland a violemment manifesté contre les brutalités policières, Stockes avait reproché à la municipalité (blanche) de n'avoir pas réagi avec suffisamment de rapidité et d'énergie !

Certes, malgré cette modération (pour employer un euphémisme) exemplaire, il suffisait de la couleur de sa peau, pour que Stockes cristalise toute la haine raciale accumulée dans une ville qui a connu des affrontements sanglants.

Pour la majorité des électeurs blancs, même du parti démocrate dont il était le candidat, il n'était qu' « un Nègre qui veut s'emparer de la mairie » et pour la quasi totalité des Noirs il fut « leur » candidat. C'est en cela qu'effectivement sa personne et sa politique pèsent peu face aux deux courants qui s'affrontèrent sur son nom.

Mais, s'il n'a réussi à comptabiliser sur sa candidature qu'une relativement faible proportion des électeurs blancs habituels de son propre parti, c'est tout de même grâce à cette minorité qu'il pu être élu. Si la couleur de sa peau lui a valu les votes des Noirs, sa modération lui procura par contre les voix des Blancs libéraux.

A Gary, la situation semble avoir été quelque peu différente car Hatcher a tenu pendant la campagne un langage plus radical. En refusant de condamner le « Pouvoir Noir » (sans se déclarer pour, non plus, il est vrai), celui-ci a fait ouvertement appel à ses concitoyens noirs en tant que tels. Mais encore une fois, cela ne l'engageait guère, car les Noirs constituant 55 % de l'électorat, il n'avait pas besoin des voix d'une fraction des Blancs.

En fait chacun pourrait tirer de ces élections les conclusions politiques de son choix : victoire des Noirs pour les uns ; victoire de la modération pour les autres ; victoire des Noirs modérés, de la politique d'intégration pacifique pour la majorité.

Et c'est justement pourquoi, aux Etats-Unis pas plus qu'ailleurs, la vérité ne sort des urnes

Le succès d'un Stockes est infiniment moins révélateur de l'état d'esprit, de la conscience politique, de la cohésion du peuple noir que les manifestations de Watts, de Tampa, de Cincinatti ou de Cleveland.

Ce n'est pas aux élections de novembre que — pour reprendre l'expression de « France-Soir » — les Noirs « entrèrent pour la première fois de plein pied et de plein droit dans la vie politique américaine ». Ce droit, il fut acquis par les jeunes manifestants qui, chaque été, affrontent depuis des années une police armée jusqu'aux dents. Ces jeunes ont en effet « livré bataille », mais pas avec des bulletins — d'ailleurs combien d'entre eux ont-ils le droit de vote ? — mais avec des triques, avec des pierres, et parfois avec des revolvers.

Et si aujourd'hui il est même concevable qu'un Noir puisse occuper la mairie à Cleveland, Stockes le doit en dernier ressort précisément à ces « émeutiers » contre lesquels il demanda il n'y a pas si longtemps l'intervention de la Garde Nationale.

Manifestation des Antillais à Paris

(Suite de la page 1)

contact avec les gardes mobiles mais, pendant qu'une délégation se rendait au ministère, les cris de « Billotte assassin », « Libérez les Antilles », se répandirent dans la manifestation.

Un tract fut distribué aux automobilistes qui passaient dans lequel les manifestants expliquaient les raisons de leur présence dans la rue. En effet, depuis plus de 5 mois, le gouvernement maintient dans les prisons 50 Antillais, dont la plupart sont des militants d'Associations d'étudiants ou de travailleurs. Dix d'entre eux sont à la santé et font l'objet de pressions constantes du gouvernement qui veut les démoraliser. 40 sont enfermés en Guadeloupe à Basse Terre. Parmi ceux-là, une dizaine font la grève de la faim depuis plusieurs semaines et sont si affaiblis qu'il a fallu les hospitaliser.

Tout cela est le résultat de la répression qui s'est abattue sur la Guadeloupe après les évènements de Pointe à Pitre fin mai dernier. L'on se rappelle que la tuerie avait fait plusieurs dizaines de morts parmi les travailleurs du bâtiments et les jeunes qui manifestaient devant la sous-préfecture.

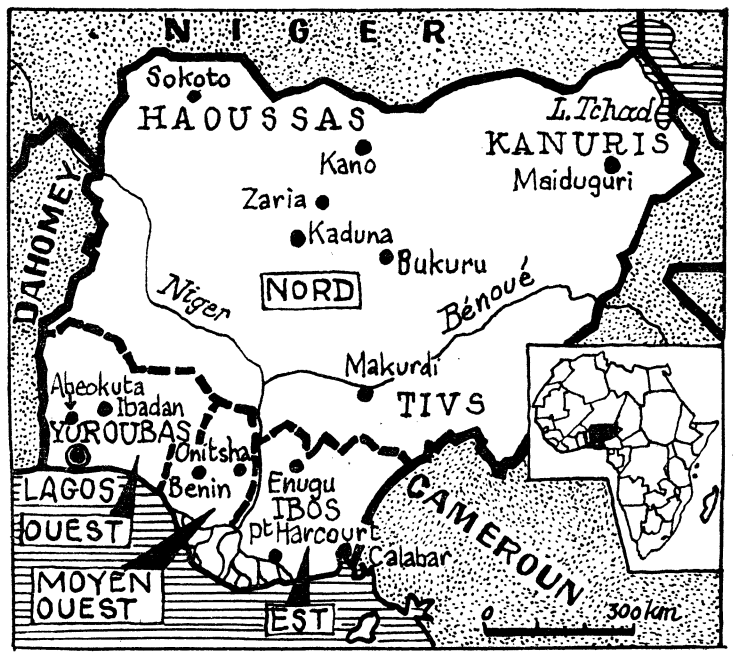
En manifestant ainsi dans la rue, malgré leur nombre restreint, les étudiants et ouvriers antillais qui vivent dans l'émigration ont montré qu'ils ne voulaient pas laisser leurs camarades aux mains de la justice colonialiste.

P. L.

La guerre au Nigéria

Héritage de l'impérialisme

LA guerre civile fait toujours rage au Nigéria mais il semble bien que les troupes du gouvernement fédéral, dirigées par le major général Gowon, soient sur le point de remporter une victoire militaire sur celles de l'état séparatiste du Biafra, commandées par le lieutenant-colonel Ojukwu.



C'est sans doute par dizaines de milliers que se compteront les morts et déjà l'exode des populations Ibos habitant le Biafra a commencé.

Cette guerre, qui déchire un des états les plus peuplés de l'Afrique, — il compte près de 58 millions d'habitants, — est une conséquence directe de la domination coloniale de l'impérialisme anglais sur la région.

Comme dans la plupart des pays coloniaux, la puissance impérialiste a maintenu ces pays dans une misère effrayante. Le revenu moyen annuel par habitant est de 25 livres sterling (environ 350 F) contre 75 livres sterling au Ghana (1.050 F) et 350 F livres en Angleterre (4.900 F). A l'époque de la colonisation, l'Angleterre appliqua là comme ailleurs la fameuse maxime « diviser pour régner ». De toutes les ethnies qui habitaient le Nigéria, celle des Ibos fut systématiquement avantagée, obtenant des places dans l'administration, le gouvernement local, se procurant des licences pour le commerce et les affaires, envoyant des jeunes dans les écoles militaires britanniques. Les missions catholiques et protestantes choisirent de préférence le territoire Ibo comme lieu d'élection de leur implantation.

Très rapidement, le but recherché par les Anglais fut atteint. Les autres ethnies nigeriannes, Haoussas du Nord, Yoroubas de l'ouest, Kanuris de la région du lac Tchad regardèrent d'un très mauvais œil l'accession des Ibos aux postes-clés d'autant plus que les leaders politiques de ces ethnies espéraient eux aussi prendre la succession des Anglais.

Ces rivalités ne cessèrent pas avec le départ de la puissance impérialiste en 1960, mais atteignirent leur point culminant en janvier 1966. A cette date, une bonne partie des dirigeants du Nord fut massacrée par un groupe d'officiers Ibos. Un général Ibo, Ironsi, prend le pouvoir mais est à son tour assassiné en juillet. C'est alors le signal d'une série de pogroms haoussas contre les Ibos habitant la région Nord. 30.000 perdront ainsi la vie et deux millions émigreront dans leur région d'origine, la province de l'Est, qui moins d'une année plus tard, fera sécession sous le nom de Biafra.

Si les oppositions tribales, soigneusement entretenues par l'impérialisme britannique, ont été les causes apparentes de la sécession, les leaders Ibos ont profité de l'exaspération de leur population pour tenter de tirer leur épingle du jeu.

En effet, le Biafra produit les 2/3 de la production pétrolière du pays et une des premières actions de l'armée biafraise fut d'envahir la province du Moyen-Ouest, elle aussi productrice de pétrole. Le colonel Ojukwu contrôlait ainsi la quasi-totalité de la production pétrolière nigérienne et entama des négociations directes avec la B.P.-Shell. Parallèlement, les impérialistes anglo-américains se déclaraient « neutres » dans le conflit, ce qui permettait à Londres de refuser de livrer des armes commandées auparavant par Lagos.

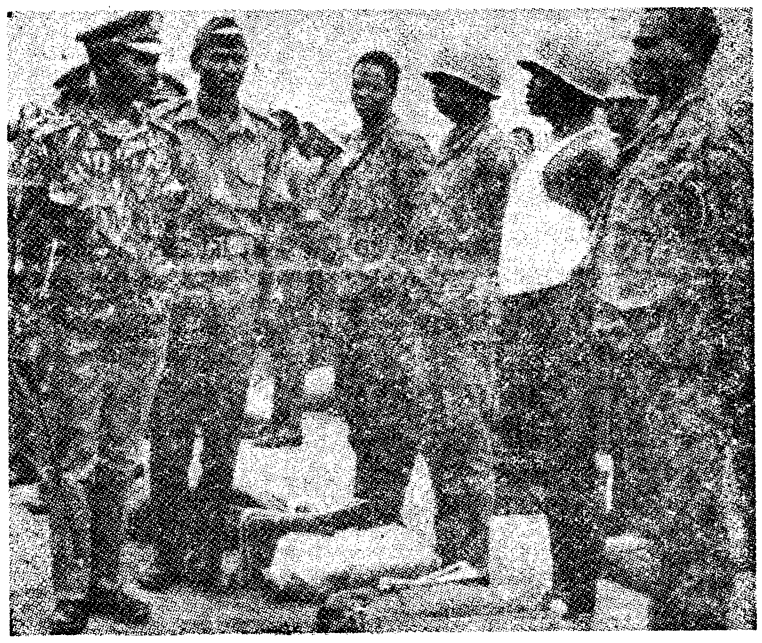
Mais le vent tournait. Devant un refus anglais et allemand, le gouvernement du Nigéria adressait des demandes d'armes à l'U.R.S.S. et à la Tchécoslovaquie qui s'empressaient d'accepter. La Grande-Bretagne, par peur sans doute de perdre totalement sa position privilégiée au Nigéria, retirait son appui implicite au Biafra. Contre le Nigéria, le gouvernement du Biafra avait tenté, sans succès, de jouer la carte impérialiste. **« J'ai en ma possession, déclarait Gowon à l'envoyé spécial du « Monde » (14-10-67), « des documents signés d'Ojukwu et portant offre de cession de tous les droits miniers au Biafra durant dix ans à la banque Rothschild contre versement de six millions de livres sterling... ».** Si cette déclaration peut paraître douteuse et comme visant uniquement à discréditer l'adversaire, il n'est pas moins vrai que l'emploi de mercenaires français par le Biafra a été prouvé et que le mot d'ordre d'Ojukwu « Pour le Monde Libre sauvez le Biafra » prouve largement dans quel camp se plaçaient les leaders biafrais, tout comme leur qualification de Gowon comme « agents du socialisme communiste ».

Mais si la défaite du Biafra est dans une certaine mesure celle de divers milieux impérialistes, le problème des Ibos reste entier.

Partout dans le monde, l'impérialisme a envenimé les relations entre les peuples qu'il opprimait pour mieux asseoir sa domination. Les Kurdes en Irak, les Druzes au Liban, les Juifs en Palestine,, les Musulmans en Inde et au Pakistan, autant de questions nationales, autant de bombes à retardement laissées par la puissance occupante après son départ. Et chaque explosion lui profite.

Mais il faut dire que la bourgeoisie nationale qui gouverne ces états n'a jamais été capable de désamorcer ses bombes en reconnaissant aux différentes minorités la pleine jouissance de leurs droits ethniques ou nationaux.

Et jusqu'à présent, aucune déclaration de Gowon ne prouve qu'il est prêt à reconnaître aux Ibos leurs droits et il a été incapable (l'a-t-il voulu ?) d'empêcher les massacres de civils biafrais lors de l'avance de son armée.



Dans ces conditions, il semble bien que si l'impérialisme vient de perdre une carte au Nigéria, il est loin d'avoir perdu la partie.

L.S.

Directeur de la Publication
M. SCHRŒDT
29, rue du Chateau-Landon

Distribué par les N.M.P.P.

Composition DUHEN
PARIS-18e

PALESTINE :

Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre

TANDIS que le gouvernement israélien célébrait le 50e anniversaire de la déclaration du ministre anglais Balfour, qui pour récompenser le leader sioniste Haim Weizmann d'avoir mis au point un gaz de guerre promettait le 2 novembre 1917 d'envisager la création d'un foyer national juif en Palestine, l'Ambassade de Sa Majesté offrait à Jérusalem une réception aux membres du gouvernement israélien, geste considéré par les observateurs comme le premier pas vers la reconnaissance de l'annexion de tout Jérusalem par Israël. Pendant ce temps dans les camps de réfugiés, dans la vallée du Jourdain, à Gaza, la répression continue contre les arabes palestiniens qui poursuivent une résistance larvée contre l'occupant sioniste.

En fait les actions de commandos d'El Fatah, les caches d'armes aménagées dans les camps, les jeunes arabes de seize à dix-sept ans qui se voient condamner à de très lourdes peines de prison, tout cela rappelle étrangement la lutte que menèrent après la deuxième guerre mondiale les organisations combattantes juives contre les anglais.

Et peu à peu les dirigeants israéliens reprennent la panoplie de répression que l'impérialisme britannique utilisa naguère contre la population juive.

Après le projet de remise en vigueur de la peine de mort pour terrorisme, tiré de l'arsenal juridique britannique en Palestine sous mandat, les forces de répression israéliennes utilisent contre la population civile des méthodes qui ont fait leurs preuves partout où une puissance étrangère tente de briser la résistance d'un peuple à l'oppression.

Dans les camps de réfugiés les arrestations arbitraires et les disparitions sans laisser de traces se multiplient. L'envoyé spécial de l'agence « France Presse » relate que les mouchards arabes, palestiniens, au visage dissimulé par une cagoule, indiquent aux policiers les éléments soupçonnés de vouloir résister à la puissance coloniale israélienne.

La méthode du mouchard capuchonné avait été mise au point en Algérie par les troupes de répression françaises. Et son emploi par les militaires israéliens n'est que le symbole du fait que le gouvernement Eschkol fait jouer à la population juive le rôle peu enviable qu'ont joué les pieds noirs en Algérie et que jouent aujourd'hui les blancs en Afrique du Sud et en Rhodésie : le rôle de flic ayant comme seul allié les éléments les plus vénaux, les plus vils, les plus corrompus des populations qu'il opprime.

Le correspondant du « Monde » en Israël décrivait en ces termes un accrochage entre un détachement israélien et un commando d'El Fatah :

« *C'est après un combat dans le plus pur style des Aurès qu'un groupe de l'organisation El Fatah a été liquidé dans l'après-midi de mardi dans les collines rocailleuses de la région d'Hebron...* » (Le Monde 9 novembre.)

De son côté Moshé Dayan déclare à Beit Sheane : « Ici ce n'est pas l'Algérie, ni le Vietnam. La guerre contre les terroristes d'El Fatah n'est pas facile mais nous la gagnerons. »

La comparaison avec l'Algérie et le Vietnam montre que le général israélien est finalement dans la même situation où se trouvaient les généraux français il y a quelques années et où se trouvent aujourd'hui les généraux américains avec cette seule différence qu'il est persuadé que sa tâche sera plus facile que celle de ses confrères.

Mais il y a maintenant près de cinq mois que l'on annonce le dernier quart d'heure de la résistance du peuple arabe en Palestine. Les observateurs ne manquent pas d'indiquer qu'en 1949, après la fin de la guerre israélo-arabe, la résistance des arabes englobés à l'intérieur du nouvel état juif fut pratiquement inexistante.

Et aujourd'hui, chaque nouveau combattant arabe qui tombe, chaque arrestation, chaque dynamitage de maisons confirme un peu plus que la défaite de juin n'a entamé que partiellement la combativité des masses arabes et n'a rien réglé pour la population juive, bien au contraire, puisqu'aujourd'hui, c'est près de 40 % de la population de l'Etat d'Israël qui est prête à lutter pour mettre fin à la domination sioniste.

L. STERN.

Cercle Léon Trotsky

La prochaine réunion du cercle Léon Trotsky de Paris aura lieu

LUNDI 20 NOVEMBRE 1967

Au Palais de la Mutualité, 14, rue Saint-Victor

Salle C - 1er étage. 20 h 30

sur le sujet suivant :

Le Moyen-Orient en crise permanente

N.B. — Cette réunion n'est pas publique. Les invitations sont à retirer au siège du journal, à nos permanences ou à la librairie « La Nef de Paris », 25, rue des Boulangers, Paris-5e.

• *ECHO DES ENTREPRISES*

A la C.S.F. La main au collet et le pied aux...

A la C.S.F.-Sartrouville (Département Piézo), mercredi dernier, un ouvrier algérien avait été licencié. Motif : il courait en traversant la cour, pour aller à la cantine, bien que le chef du personnel ait fait installer une pancarte l'interdisant, à côté de la pendule de pointage.

A la cantine, le chef du personnel, M. Collet, en embuscade, l'interpella, tenta de lui arracher son plateau, lui ordonnant de se mettre à la queue. Le personnel présent commença à manifester sa désapprobation par des sifflets et des huées. Collet menaça alors l'ouvrier de lui faire donner sa démission (sic) ; ce qui entraîna aussitôt de nouvelles protestations dans la file. Il alla jusqu'à dire : « Ce sera ou vous, ou moi ». Ce fut alors un cri unanime : « Collet démission... Collet, démission ». Collet se fâcha tout rouge et licencia sur le champ l'ouvrier.

En colère, les travailleurs décidèrent alors de débrayer immédiatement ; et, de 14 h 15 à 14 h 50, tout le personnel, y compris une bonne partie des chefs d'atelier, se retrouva dehors. Une délégation formée de deux délégués C.G.T., deux C.F.D.T. et de deux témoins allèrent alors demander la réintégration de leur camarade auprès de la Direction.

Une demi-heure après, le Directeur, M. Warenghen, rappela les délégués et leur annonça la réintégration du travailleur licencié.

Il ne reste plus maintenant qu'à s'occuper du sieur Collet.

LE COUP D'ETAT MILITAIRE AU YEMEN :

Contre-coup de la défaite arabe

AU Yémen, dans la nuit du 4 au 5 novembre, un putsch militaire renversait le maréchal Sallal et installait à Saana un gouvernement de républicains modérés.

D'après Radio-Saana, ce coup d'Etat s'est déroulé « sans verser une goutte de sang ». L'armée yéménite qui dirigeait le putsch s'est emparée sans résistance de tous les points stratégiques. Le Maréchal Sallal qui était à Bagdad, en route vers l'U.R.S.S. pour y assister à la commémoration de la Révolution d'Octobre a demandé à l'Irak à bénéficier du droit d'asile.

Tout indique que ce coup d'Etat n'est que la conséquence des accords Egypto-Saoudites du début septembre conclus à la conférence de Khartoum. L'Egypte, dans une situation économique catastrophique s'y était vue contrainte à faire appel aux pays arabes « riches », en particulier à l'Arabie Saoudite, et ce au prix d'importantes concessions politiques en particulier sur le Yemen. Ceci, sans que le Gouvernement Yéménite soit consulté.

Depuis le coup d'Etat républicain de 1962 qui avait renversé l'Imanat au Yémen et installé au pouvoir le maréchal Sallal, ce pays était devenu le symbole de l'affrontement des Etats « progressistes » et « réactionnaires » du Moyen Orient. L'Iman Badr, renversé, avait très vite mobilisé des Bédouins fidèles et avait reçu le plein appui du Roi Fayçal d'Arabie Saoudite. De son côté, l'Egypte intervenait militairement aux côtés du Maréchal Sallal, et la guerre au Yémen, n'avait pratiquement connu aucune trève depuis fin 62.

A la Conférence de Khartoum l'Egypte avait accepté de retirer ses troupes. Le 15 décembre étant la date limite de leur évacuation totale, les troupes égyptiennes avaient quitté la capitale yéménite quand le coup d'Etat s'est produit.

Et si le nouveau gouvernement de Saana est prêt à la réconciliation avec les éléments royalistes, s'il va sûrement être reconnu comme interlocuteur valable par l'Arabie Saoudite, ce n'est pas en opposition avec Le Caire qu'il a pris le pouvoir. Bien au contraire. Les hommes qui se sont emparés du pouvoir l'ont fait avec l'accord de l'Egypte, certains des officiers supérieurs qui participèrent au coup d'Etat venaient juste de rentrer du Caire, et les troupes égyptiennes rassemblées dans le port de Hodeida en vue de leur évacuation, ne se sont pas manifestées.

Le Maréchal Sallal, symbole de la lutte contre l'Arabie Saoudite avait fait son temps, et même s'il avait été prêt à s'incliner, il est douteux que le Roi Fayçal eût accepté de traiter avec lui. Mais il avait refusé de se plier à l'accord Nasser-Fayçal, il avait refusé de recevoir la commission chargée de veiller à l'exécution de l'accord Saoudo-Egyptien, il était d'autant plus nécessaire qu'il tombe.

La chute de Sallal, si elle ne changera pas grand chose pour la population yéménite dont les espoirs soulevés par l'établissement de la République ont été déçus, marque un jalon supplémentaire dans la mise au pas par l'impérialisme des pays du Moyen-Orient.

Le coup d'Etat militaire au Yemen, conséquence de la défaite des pays arabes dans la guerre avec Israël, montre une fois de plus que le grand vainqueur de cette guerre est l'impérialisme.

Mais les masses populaires misérables du Moyen Orient n'ont pas dit leur dernier mot.

Sylvie GRENET.

ADEN :

La Grande-Bretagne mise sur le F.L.N.

AU MOMENT MEME où la Grande-Bretagne se déclare prête au retrait des troupes du protectorat d'Aden et aux négociations avec le Front National de Libération, on apprend que des avions britanniques attaquent un commando de l'autre organisation nationaliste, le Front de Libération du Sud Yémen occupé (FLOSY).

On se rappelle que les forces nationalistes d'Aden sont divisées en deux organisations, le FLN et le FLOSY. Jusqu'à présent, l'une et l'autre étaient également combattues par les occupants britanniques. En juin dernier encore, la population d'Aden avait déclenché une véritable insurrection à l'annonce faite par Londres d'une « indépendance » qui garantissait aux impérialistes britanniques un solide contrôle sur le territoire.

De ce point de vue, les émeutes de juin dernier ont été payantes puisque les troupes britanniques doivent se retirer d'ici la fin du mois.

Mais depuis quelques temps déjà le haut commandement des forces armées d'Arabie du Sud faisait des avances au FLN, et il vient tout récemment de le reconnaître comme seul représentatif de la population d'Aden. Le 7 novembre, il proposait à Londres d'engager les négociations avec le même FLN.

Pourquoi choisir le FLN plutôt que le FLOSY ?

Sans doute parce qu'il compte dans ses rangs de nombreux militaires des « Forces armées d'Arabie du Sud » formés par les anglais et ralliés tardivement à la cause nationaliste. Et quels que soient leurs ressentiments à l'égard de l'occupant britannique, le fait d'appartenir, ou d'avoir appartenu, à une armée d'occupation coloniale au service de Londres peut les inciter davantage à un compromis, et cela semble être une garantie que l'ordre règnera à Aden après le départ des britanniques. Le FNL a choisi d'entrer dans le jeu des Britanniques.

Les sanglants combats de rues de ces derniers jours n'ont pas opposé cette fois ci Anglais et Arabes, mais partisans du FLN d'une part, du FLOSY d'autre part. Et ceux qui se retrouvent aujourd'hui en prison sont tous des partisans du FLOSY (plus de 2 000 arrestations).

En faisant cela le FLN donne des gages à l'allié britannique. Il peut, bien sûr, s'assurer, grâce à l'appui de Londres, une position confortable dans le futur état. Mais le peuple d'Aden n'a pas lutté contre l'impérialisme étranger pour le remplacer par ses agents directs.

Ce n'est pas en suivant la même voie que des prédécesseurs honnis par tous que le FLN obtiendra le soutien des Adenis.

L. TOURFAN.

LUTTE DE CLASSE

Le numéro 9 de la « Lutte de classe », numéro de novembre est paru

Au sommaire :

- **La guérilla et le mouvement des masses paysannes.**
- **La gauche française sous la pression nationaliste.**
- **L'étatisation et la planification sont-ils des critères de classe d'un état ?**
- **Le Vietnam ne doit pas être un alibi pour abandonner la construction du parti révolutionnaire.**

LA GUERRE CONTRE LES IDÉES

UNE petite guerre, en marge des grandes, dresse continuellement le PCF contre les militants d'extrême gauche qui, pour être communistes, n'en partagent pas pour autant les vues de Waldeck-Rochet, au contraire même, dirions-nous.

Le PCF veut interdire l'expression des idées d'extrême-gauche, qu'elles soient «trotskystes » ou « pro-chinoises ».

Dans les entreprises, cela se manifeste par une pression physique et morale sur les militants. On leur interdit par des méthodes bureaucratiques toute activité syndicale, voire en les dénonçant au patronat. A la porte des entreprises les diffuseurs de tracts, ou les vendeurs de la presse d'extrême-gauche, doivent être constamment en mesure de défendre leur droit d'exprimer leurs idées, droit qu'on leur conteste à coups de poing (exemple, à la gare de l'Est depuis trois semaines). Dans les rues ,c'est la guerre des affiches. Le P.C.F. ne peut pas tolérer que les idées révolutionnaires s'imprument sur les murs. Ses militants — du moins ceux qui se prêtent à ce triste jeu — sont mobilisés pour recouvrir ou lacérer, aussitôt que posées, les affiches de l'une ou l'autre tendance qui a le front d'être hors de « la ligne ». Et cela alors que les affiches d'extrême-droite bénéficient de la plus large tolérance du P.C.F..

Et parfois c'est pire, c'est l'agression physique, préméditée et organisée, à vingt contre un, comme c'est arrivé cette semaine à Aubervilliers.

Faut-il que les dirigeants du P.C.F. craignent les idées que nous exprimons ! Pourquoi cet acharnement ? Pourquoi cette mobilisation ? Et pourquoi certains membres du P.C.F. s'y prêtent-ils ?

Si nos idées sont néfastes, les travailleurs sont juges ! Pourquoi les dirigeants du P.C.F. demandent-ils à leurs militants d'exercer une telle censure ? Ces derniers risquent-ils donc tant d'être contaminés ?

Les militants qui se prêtent à cela ne se rendent-ils pas compte qu'ils se nuisent à eux-mêmes ? Ils jouent là le rôle des pompiers brûleurs de livres de « Farenheit 451 » qui n'osent même pas regarder ce qu'ils brûlent.

Nous croyons à la force de nos idées et nous savons aussi, par toute l'expérience accumulée de l'Humanité que l'on ne peut pas, en fin de compte, assommer ou assassiner une idée. Ces méthodes ne nous décourageront donc pas ; au contraire, elles ne peuvent que nous persuader du bien-fondé de notre action : on ne peut avoir raison lorsqu'on en est réduit au gangstérisme. Mais ce qui est grave, et tragique, c'est que l'utilisation par le P.C.F. de telles méthodes corrompt ses militants et désoriente les travailleurs.

Demain, si les fascistes ont la force d'attaquer les organisations ouvrières et leurs militants, cela se passera dans l'indifférence générale, le « règlement de comptes » étant accepté comme faisant partie d'une vie politique normale.

En tous cas, forts de la sympathie et de l'appui que nous ont montré et apporté les travailleurs à chaque fois que nous avons été attaqué devant une entreprise, et la population comme récemment celle d'Aubervilliers, nous défendrons nos idées par la libre discussion, car nous considérons que c'est le **meilleur moyen dont disposent les travailleurs pour en finir avec leur condition d'exploité,** tout en faisant respecter notre droit à la parole.

UNE CORRECTION MÉRITÉE ET RECHERCHÉE

Il y a quatre semaines, lors d'une diffusion du bulletin « Voix Ouvrière Cheminots », à l'entrée de la cantine S.N.C.F. des gares du Nord et de l'Est, à Paris, une vingtaine d'énergumènes, se disant du P.C.F., entouraient la camarade qui diffusait et tentaient d'arracher les tracts. L'indignation de certains cheminots présents les empêcha seule sans doute de frapper comme ils le menaçaient.

La semaine suivante certains d'entre eux récidivaient. Enhardis par leur première performance, ils osaient, cette fois à sept seulement, attaquer deux de nos camarades, dont une fille, qui vendaient notre journal au même endroit. Malgré l'intervention et les protestations de plusieurs cheminots de la gare de l'Est, scandalisés par ces méthodes, nos camarades furent roués de coups, jetés à terre et piétinés. Il faut noter que les agresseurs étaient loin d'être tous des cheminots... ce qui ne les empêcha pas de reprocher à nos camarades de ne pas l'être. Le chef de la bande, postier, est à ses heures perdues, secrétaire de la section P.C.F. du 10e arrondissement dont le siège se trouve en effet à 50 mètres de là.

La semaine dernière, rendus décidément téméraires par leurs victoires précédentes, trois membres du P.C.F. agressaient une de nos camarades diffusant le bulletin. Hélas pour eux, mal leur en a pris, la camarade n'était pas seule, ce que nos courageux adversaires n'avaient pas remarqués. Cette fois ce sont eux qui, penauds, durent aller panser plaies et bosses.

La le çon sera-t-elle comprise ? Nous le souhaitons, ne désirant nullement transformer les abords de cette, d'ordinaire, paisible cantine en succursale du Palais des Sports. Mais les membres du P.C.F. doivent savoir que si nous préférons la discussion au pugilat, tous les coups reçus seront rendus. Les Cheminots 4-anp-yrsengtponts dus. Les réactions des Cheminots présents lors de la dernière altercation, ont d'ailleurs bien montré que notre position était comprise.

TRACT DIFFUSE PAR NOS CAMARADES D'AUBERVILLIERS

AGRESSION CRIMINELLE CETTE NUIT A AUBERVILLIERS

Cette nuit, un jeune ouvrier de notre localité collait seul des affiches de « VOIX OUVRIERE ».

Dans la rue Henri-Barbusse déserte, il fut brusquement agressé par une meute d'une vingtaine d'énergumènes descendus de plusieurs voitures.

Armés de barres de fer, ils l'ont roué de coups et après avoir réussi à échapper à ses agresseurs notre camarade dut recevoir des soins à l'hôpital Franco-Musulman.

Travailleurs d'Aubervilliers, vous avez pu constater depuis plusieurs semaines que les affiches de « VOIX OUVRIERE » étaient systématiquement lacérées et recouvertes par des membres du P.C.F.

Cette nuit, les émules de Staline, dont plusieurs ont été reconnus et parmi eux des responsables locaux, ont décidé d'employer des méthodes de violence.

Leur but : empêcher la diffusion et l'expression des idées révolutionnaires.

Cette agression n'est pas le fait de quelques individus irresponsables. On ne se retrouve pas par hasard à 2 heures du matin armé de barres de fer.

Mais le P.C.F. qui prêche le calme et la résignation quand les travailleurs entrent en action, qui laisse impunément agir les fascistes sous prétexte de ne pas « tomber dans la provocation » se retrouve un triste courage quand il s'agit d'organiser une agression nocturne à 20 contre 1.

Nous laissons la population juge de tels agissements.

Chacun a le droit d'exprimer son opinion. Si la population a élu Karman à la Mairie et Waldeck Rochet à l'Assemblée Nationale, ce n'est pas pour organiser une police clandestine pour agresser les ouvriers révolutionnaires avec des méthodes de gangsters dignes des nazis.

Plainte a été déposée au Commissariat de Police. Mais nous tenons à informer la population des agissements nocturnes des commandos de ses élus.

Et ce ne sont pas de telles méthodes qui empêcheront « VOIX OUVRIERE » de s'exprimer dans notre localité, conscients qu'en défendant notre liberté d'expression nous défendons en même temps le droit de tous à avoir une opinion et à la défendre.

Des militants d'Aubervilliers
de « VOIX OUVRIERE ».

A BABCOCK :

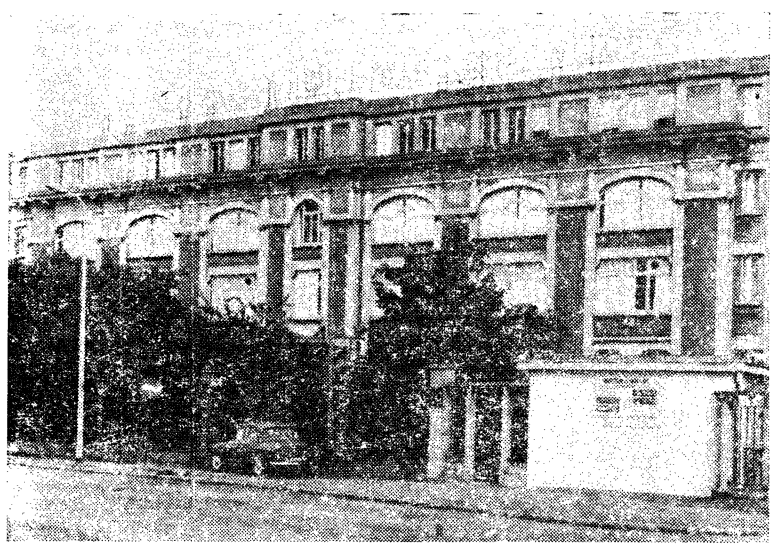
La lutte pour la démocratie ouvrière !

Babcock-Atlantique, comme un certain nombre d'autres d'autres entreprises, subit une nouvelle vague de grèves tournantes et de mouvements partiels.

La semaine nationale d'action du 9 au 14 octobre a été suivie, dans l'entreprise, par une nouvelle semaine d'inaction, tout aussi stérile que la première. Les travailleurs finissent par se lasser des mouvements-bidon d'une demi-heure ou d'une heure, et, vendredi 3 novembre, la grève d'une heure a été médiocrement suivie, particulièrement à la tuyauterie, secteur le plus combattif de l'usine où des travailleurs qui débrayent habituellement sont restés à leur poste de travail pour protester contre la géniale tactique des syndicats qui, pour des revendications uniques, organisent des débrayages atelier par atelier. Les militants de la C.G.T. eux-mêmes se posent des questions quant au bien fondé de cette « tactique » et certains ne cachent pas ouvertement leur désapprobation. Dans ces conditions, le numéro 8 du bulletin V.O. de l'entreprise, critiquant les grèves tournantes et préconisant une lutte d'ensemble pour l'aboutissement des revendications fut particulièrement bien accueilli.

Ce fut une raison supplémentaire, pour les bureaucrates du P.C. et de la C.G.T. de relancer les attaques contre Voix ouvrières et de tenter d'exclure du syndicat un travailleur sympathisant de nos idées. Ainsi, lundi 6 novembre, une réunion syndicale fut convoquée dont l'ordre du jour se limitait à un seul point : Exclusion d'un soudeur de l'atelier qui s'était rendu coupable de deux crimes. Avoir refusé de voter l'exclusion d'un ouvrier défendant les idées de Voix ouvrière, refuser lui-même de condamner « l'activité de division » de notre bulletin. Les fonctionnaires du syndicat, qui pensaient que le vote d'exclusion ne serait qu'une simple formalité ont eu une mauvaise surprise. A l'heure de la réunion, en plus de la quinzaine de syndiqués qui s'était déplacée, plus de vingt travailleurs de l'atelier, non syndiqués, étaient présents dans le vestiaire, qui tous pouvaient témoigner que l'ouvrier dont on réclamait l'exclusion n'était ni un diviseur, ni un provocateur, ni un agent de la direction. C'est donc devant un auditoire attentif et critique que le bonze de la C.G.T. dû prononcer son discours et demander l'exclusion. Puis vint le vote. Cinq se prononcèrent pour l'exclusion, dix travailleurs se prononcèrent contre. Pensant s'être fait mal comprendre, le bureaucrate reprit ses explications, éleva le ton, admonesta les mauvais syndiqués. Mais ces « explications » complémentaires n'eurent pas plus d'effet que les premières et le second vote confirma le premier. La réunion se termina donc dans la satisfaction générale... ou presque.

Bien entendu, les bureaucrates du syndicat ne considèrent leur défaite que comme un revers passager. Ils sont prêts à aller loin, très loin, pour éliminer de la C.G.T. les travailleurs qui osent encore penser par eux-mêmes et critiquer le réformisme écœurant des dirigeants du syndicat. Les bureaucrates n'hésiteront pas à détruire entièrement la section syndicale de la tuyauterie si elle ne se montre pas plus docile. Ils ne reculeront pas devant la délation et la violence physique. La preuve en a encore été fournie jeudi dernier, 10 novembre : Prenant la parole dans un meeting sur les revendications qui réunissait plusieurs centaines de travailleurs, le secrétaire de la C.G.T. s'est longuement appliqué à développer la nécessité de lutter... contre la Voix ouvrière ! Pendant que ce Monsieur monopolisait la parole et que ses acolytes montaient la garde devant le micro, un stalinien se précipitait sur un travailleur qui portait une pancarte : « Il nous faut 1 F de l'heure en plus », et le frappait brutalement. Ce courageux individu, profitant de la stupéfaction générale a d'ailleurs rapidement pris la fuite et, depuis son exploit, fait tout son possible pour passer inaperçu à l'usine.



L'usine Babcock-Wilcox à La Courneuve

A Babcock, comme ailleurs, les militants révolutionnaires se heurtent en premier lieu aux bureaucrates qui monopolisent les syndicats et veulent empêcher les travailleurs de s'exprimer. Mais, malgré le carcan terrible dans lequel les staliniens enferment le mouvement ouvrier, les révolutionnaires trouvent, dans les entreprises, des travailleurs pour les appuyer dans leur lutte pour la démocratie ouvrière et contre le capitalisme.

F. D.

Dans le journal du canton d'Aubervilliers du vendredi 10 nov. 1967 (organe local du P.C.F.), les matraqueurs donnent une version du fait, revue et falsifiée.

Alors que notre camarade était rigoureusement seul, ce texte fait état d'une façon qui se veut ironique de « deux grands révolutionnaires » et affirme, contre la vérité élémentaire, que c'est notre camarade qui lacérait les affiches du P.C.F., posant ainsi les agresseurs en victimes ; apothéose : ce serait « la population d'Aubervilliers » qui s'en serait pris à notre camarade. A 2 h 30 du matin, et avec des barres de fer ! De qui le P.C.F. se moque-t-il ?

Malheureusement pour eux, ces professionnels de la calomnie apportent dans ce même journal un démenti involontaire de toutes les falsifications de leur article : sous le titre « La Jeunesse de France avec le Vietnam », ils publient une photo de la manifestation du 21 octobre contre l'agression américaine au Vietnam ; au premier rang de laquelle, en gros plan, apparaît sur la photo, notre camarade agressé.

Quand on veut travestir en intervention de la population (à 2 h 30 du matin !) l'agression d'un commando de gangsters, quand on veut salir un militant, il faudrait au moins mettre tous les rédacteurs et maquettistes au courant. C'est peut-être difficile il est vrai.

MOUVEMENTS SOCIAUX :

Une confusion savamment organisée

UN mois après la « semaine d'action et d'information », quinze jours après les manifestations du Mans et de Mulhouse, la situation revendicative reste confuse.

Pourtant, si nous reprenons la formule de G. Séguy, secrétaire général de la CGT, les travailleurs ont toujours « plus de raisons qu'il n'en faut pour se fâcher », et ils font montre, un peu partout, chaque jour, de leur combativité : dans les usines du Mans, dans les transports municipaux de Toulouse, de Rennes, de Perpignan, dans différents dépôts et ateliers de la SNCF, dans les usines du groupe CSF, à Bendix (Bobigny), ailleurs encore, des débrayages, quelquefois accompagnés de manifestations, ont eu lieu ces jours derniers.

Cette situation rend encore plus manifeste le manque de perspectives offertes par les confédérations syndicales, qui, en un savant chassé-croisé, éludent leurs responsabilités, pour les rejeter sur la centrale rivale.

Ainsi, cette semaine, la Fédération des cheminots C.G.T. a déposé un préavis de grève qui couvre la période du 15 au 20 novembre, tout en demandant « à ses syndicats de déterminer localement la durée et le moment de l'arrêt de travail au mieux des possibilités de chaque service ». Les cheminots C.F.D.T. eux, refusent de se rallier à ce mot d'ordre, jugeant préférable d'attendre le résultat de discussions devant avoir lieu avec la direction. A l'E.D.F., la C.G.T. annonce son intention de lancer un mot d'ordre de grève sans en fixer la date, que la fédération C.F.D.T., là encore, refuse de rallier. A la R.A.T.P., la C.G.T. et la C.F.D.T. décident, in extremis de reporter la grève prévue les 14 et 15 novembre, invoquant le refus de F.O. et des Autonomes de se joindre au mouvement. Chacun sert d'alibi à l'autre en lui renvoyant la balle.

Il est remarquable, à ce propos, de constater que la C.F.D.T. qui, il n'y a pas longtemps encore, recourait volontiers à un langage radical, voire gauchiste, revient maintenant aux formules plus « sages » qui furent celles de la C.F.T.C. : non à la grève, oui à la discussion. Est-ce un signe de l'évolution des rapports C.F.D.T.-C.G.T., vers la rupture du pacte d'unité d'action signé entre ces deux centrales, comme se plaisent à le souligner de nombreux commentateurs ? Le congrès de la C.F.D.T., qui vient de se terminer, dément cette interprétation. N'est-ce pas plutôt pour les Cédtistes le souci de ne pas recourir, dans une situation par trop explosive, à des formules trop incendiaires ? De toute façon, quelles qu'en soient les raisons, l'attitude de la C.F.D.T. facilite grandement la tâche de la C.G.T., qui peut, sans trop de risques, se donner l'apparence d'être en flèche. Elle peut aussi, en prenant d'infinies précautions, répondre quelque peu au malaise qui, dans la période actuelle, ne peut manquer de se manifester à sa base, étant donnée la faiblesse de la riposte ouvrière aux mesures gouvernementales.

De toute façon, les contorsions des états-majors syndicaux restent limitées par la faible marge que leur laissent, d'un côté l'intransigeance gouvernementale et patronale, de l'autre, le mécontentement des travailleurs et leur combativité. Et la comédie qu'ils se jouent entre eux et qu'ils jouent aux travailleurs ne pourra se prolonger ni longtemps, ni impunément.

J.P. VIAL.

CHEZ LES CHEMINOTS :

L'élan qu'ils vont saboter

Au début du mois de novembre, un certain nombre d'actions locales faisaient rebondir les problèmes revendicatifs à la S.N.C.F.

Ce sont, comme c'est le cas bien souvent, les agents de conduite, fer de lance du syndicalisme chaminot, qui ont mis le « feu aux poudres ».

Bien entendu, les centrales syndicales se sont inquiétées de ces mouvements spontanés et locaux, bien souvent unitaires, engagés, écrit la Tribune des Cheminots du 31 octobre, « à partir de situations locales touchant les conditions de travail ».

Aussi, après la réunion de la commission administrative de la C.G.T., l'ensemble des syndicats de cheminots : C.G.T., C.F.D.T., F.O., F.G.A.A.C. (agents de conduite autonomes), F.A.C. (cadres autonomes), et C.G.C. se sont réunis le 3 novembre.

Aucun accord pour un arrêt de travail ne peut avoir lieu, malgré l'invite faite par la C.G.T. d'arrêter le principe d'une grève dans la période du 13 au 19 novembre.

Mais le seul fait de s'être tous réunis, au lendemain des préavis de grève déposés par des syndicats locaux, dénote de leur part une crainte de voir relancer, sans leur parrainage, des mouvements qu'ils redoutent.

UN PROCESSUS TOUJOURS PAREIL A LUI-MEME

Cette fois encore, sentant de ci, de là, des volontés de combat, mais redoutant que ces mouvements locaux, qu'ils peuvent encore contrôler, et isoler, ne s'étendent contre leur volonté, les centrales syndicales vont tenter, comme chaque fois, de les désamorcer. Le processus est toujours le même.

Dans un premier temps, on se réunit très vite, pour « constater le malaise régnant dans la profession » et arrêter, plus ou moins bien, un programme revendicatif sur lequel on tente de se mettre plus ou moins d'accord.

Dans un second temps, on tâte le terrain. On consulte « démocratiquement » quelques porte-parole syndicaux et on prend la température de la base en lançant des idées d'actions.

Troisième temps, on passe à l'action, si l'on peut dire, ...pour étouffer l'action.

Si, dans le second temps, les centrales syndicales sentent qu'elles pourront rester maîtresses de leurs troupes sans trop de risques, elles se mettent d'accord pour un mouvement général, mais toujours limité, le temps nécessaire à «la baisse de pression dans la chaudière.» Mais si une action généralisée reste dangereuse, bien que contrôlée, alors on crée des symptomes de désaccord pour essayer d'étouffer le mouvement C'est le procédé employé cette fois chez les cheminots.

Enfin, lorsque le troisième temps devient nécessaire, on invente des modalités d'application fantaisistes, afin de maintenir un certain flottement, toujours nécessaire dans l'action et surtout dans les esprits : le temps d'arrêt de travail est plus ou moins long suivant les centrales ; les mots-d'ordre sont cloisonnés et divergents, les périodes d'arrêt de travail sont parfois même différentes.

UN COUP DE MAITRE

Cette fois chez les cheminots, c'est le désaccord. C'est donc la C.G.T. toute seule qui préconise un arrêt de travail généralisé à la S.N.C.F. Et pour être certains de n'avoir rien à se reprocher en tant que seule responsable de l'étouffement, elle complique la chose. à souhait.

Le mouvement projeté est prévu dans les conditions on ne plus traîtresses : 125 heures de grève généralisée pour lesquelles chaque syndicat déterminera « localement la durée et le moment de l'arrêt de travail au mieux des possibilités de chaque service ». Il faut bien le reconnaître, c'est un coup de maître. Les syndicats tièdes trouveront là l'occasion de s'en tirer à bon compte, en décidant « démocratiquement » de faire peu, ou même pas grève du tout. Quant aux points chauds, ils auront loisir de s'essoufler tout seuls pendant cinq jours, croyant être suivis dans leur élan par d'autres. On ne manquera pas de le leur faire croire en multipliant les communiqués de victoire.

Et le 20 novembre, tout retombant dans l'ordre, gouvernement, patronat, et pontes syndicaux retrouveront leur quiétude et pourront alors engager « dans le calme et la dignité » leurs interminables négociations.

POUR QUELS RESULTATS PRATIQUES

Voilà énoncés les objectifs inavoués de la tactique interconfédérale chez les cheminots. Mais quelles seront les conséquences d'un tel mouvement pour les syndiqués et les non-syndiqués de la base ?

— D'abord une usure chez les plus combattifs, chez ceux qui seront partis cinq jours ou même moins, et qui auront appris par la suite leur isolement.

— Une aggravation de la confusion chez d'autres, qui comprendront de moins en moins où veulent en venir leurs organisations ouvrières, se refusant encore à croire, contre toute évidence, à la trahison permanente et délibérée de la bureaucratie syndicale.

— Le découragement persistant et aggravé chez les derniers enfin, chez ceux qui, depuis quelque temps déjà, pensent qu'il n'y a plus rien à faire, ni rien à attendre des syndicats et des mouvements revendicatifs, que le patronat sera toujours le plus fort, qu'il aura toujours gain de cause contre eux, et qu'en définitive ce sont eux, les travailleurs qui seront toujours plumés. Ne voyant pas d'autres solutions à leur avenir, que d'attendre que ça se passe, ils iront grossir les rangs, déjà épais, de ceux qui ne croient plus à rien, qu'à la défense individuelle et égoïste.

QU'EN PENSERONT LES AUTRES TRAVAILLEURS ?

Un aspect non moins négligeable est celui du ressentiment des autres travailleurs vis-à-vis des cheminots.

La pagaille que cette grève étalée sur cinq jours va causer dans la circulation des trains gênera plus les autres salariés que les tenants du pouvoir, ce n'et plus à démontrer. Rien ne sera clair. Durant cinq jours, le travailleur usager d'un train de banlieue, ou, en province, d'un « train ouvrier », sera constamment sur le qui-vive : partira, partira-pas ? Et, une fois parti, pourra-t-il seulement rentrer normalement chez lui le soir ? Indécision, attente sur les quais de gare, insécurité permanente pour le retour, voilà qui n'est pas fait pour «populariser» une grève. Quelle différence avec une grève franche et sans bavure où l'on sait à quoi s'en tenir! Alors des dispositions peuvent être prises par tous et la volonté de lutte n'en est pas moins fortement marquée.

TOUTES LES PRECAUTIONS SONT PRISES

« Mais, rétorqueront certains, si tactique il y a dans cette façon d'agir, elle présente un certain danger. D'abord pour la C.G.T., qui toute seule risque d'aller à l'échec. Ensuite pour les autres confédérations qui seront accusées de trahison. »

La C.G.T., tacticienne, est aussi prévoyante. Elle rejettera sur le dos des « autres » l'échec du mouvement.

Les « autres », la C.F.D.T. en particulier, ont déjà expliqué par avance les motifs de leur non-participation:

« Deux points sont particulièrement visés par la grève : la sauvegarde du régime particulier de Sécurité Sociale (Caisse de Prévoyance), et celle des droits du personnel à la suite des mesures de modernisation décidées par la S.N.C.F. Or des procédures sont engagées concernant ces deux chapitres : la C.F.D.T. considère en conséquence qu'il faut attendre leur conclusion avant de décider un quelconque mouvement revendicatif » (Le Monde du 11 novembre).

Les autres centrales n'ont eues qu'à s'aligner sur cette position pour s'en tirer honorablement. D'ailleurs, les uns comme les autres argueront d'un désaccord généralisé pour justifier tout échec.

ON NE PEUT ETRE DE PLUS MAUVAISE FOI

Mais la C.F.D.T. oublie malgré tout, volontairement, de parler du premier point revendicatif, de loin le plus important : la diminution de la durée du travail et l'augmentation des salaires.

En rejetant, apparemment avec l'accord des autres syndicats, l'offre de la C.G.T. d'une grève généralisée chez les cheminots actuellement, « la C.F.D.T. propose donc d'attendre les premiers résultats de ces réunions » (avec la S.N.C.F. en ce qui concerne la Caisse de Prévoyance et les conséquences de la modernisation) « avant de décider, sur les objectifs qui seront alors plus précis, une grève nationale ». (Le Monde des 5-6 novembre).

Ainsi pour la C.F.D.T., la diminution des horaires de travail et l'augmentation des salaires ne sont pas des objectifs assez précis.

Peut-être sous cette forme ne le sont-ils pas assez, en effet. Mais la question n'est pas là. La C.G.T. a un programme :

— Retour immédiate à la semaine de quarante heures en cinq jours, sans diminution de salaires.

— Augmentation de ces salaires de 60 francs uniformément (60 francs nous paraissent très insuffisant, mais passons sur le chiffre).

Elle pouvait même y ajouter, pourquoi pas :

— Paiement des heures de grève.

Si la C.F.D.T. voulait les préciser ou les améliorer, il ne tenait qu'à elle.

Mais bien au contraire.

L'unité, tout le monde en parle, tout le monde la réclame, tout le monde l'écrit. Mais personne ne la veut réellement... sinon autour d'une table de discussion.

L. L.

ON TOURNE UNE PAGE

Ce journal est le dernier numéro de la « VOIX OUVRIERE », bimensuel. Dans quinze jours, sortira le premier numéro de « VOIX OUVRIERE » HEBDOMADAIRE. « VOIX OUVRIERE » n'est pas un journal d'information. C'est un journal politique. C'est un journal qui s'est fixé comme tâche d'armer les ouvriers et les militants pour la lutte contre le capitalisme et contre les pseudo-défenseurs de la classe ouvrière qui ont failli à leur devoir. Ces armes ce sont le Parti Révolutionnaire et la 4e Internationale.

Le but de « VOIX OUVRIERE », c'est la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en France ; c'est la reconstruction de la 4e Internationale.

Dans cette perspective « VOIX OUVRIERE » ne se prétend pas l'avocat des ouvriers. Elle s'efforce de relater leurs luttes, d'offrir des perspectives, de montrer les dangers, de dénoncer les ennemis et les faux amis, et d'aider à trouver la voie juste qui mène au succès.

Pour celà, elle s'efforce de maintenir la tradition socialiste par la défense publique des idées révolutionnaires. L'existence de « VOIX OUVRIERE » n'est pas seulement un moyen de mieux connaitre certains problèmes, c'est un moyen de combattre. Car autour des idées défendues par « VOIX OUVRIERE » s'organise le combat pour la défense de ces idées, se réalisent les conditions de la formation du Parti Révolutionnaire. Un Parti Révolutionnaire n'est pas constitué d'adhérents. Il est constitué de militants. C'est en luttant avec les ouvriers, en relatant leurs luttes dans leur journal, en répandant les idées révolutionnaires et en les défendant moralement et physiquement contre les adversaires avoués ou les rénégats que les militants s'organisent et combattent, créant les conditions de la construction d'un parti révolutionnaire. C'est en propageant les idées révolutionnaires et en montrant leur volonté et leur capacité à les défendre qu'ils créent avec les lecteurs le réseau de sympathisants ouvriers et intellectuels sur lesquels s'appuie le Parti.

« VOIX OUVRIERE » hebdomadaire ne sera pas encore le journal d'un Parti Révolutionnaire mais elle sera une nouvelle étape dans la construction de ce Parti.

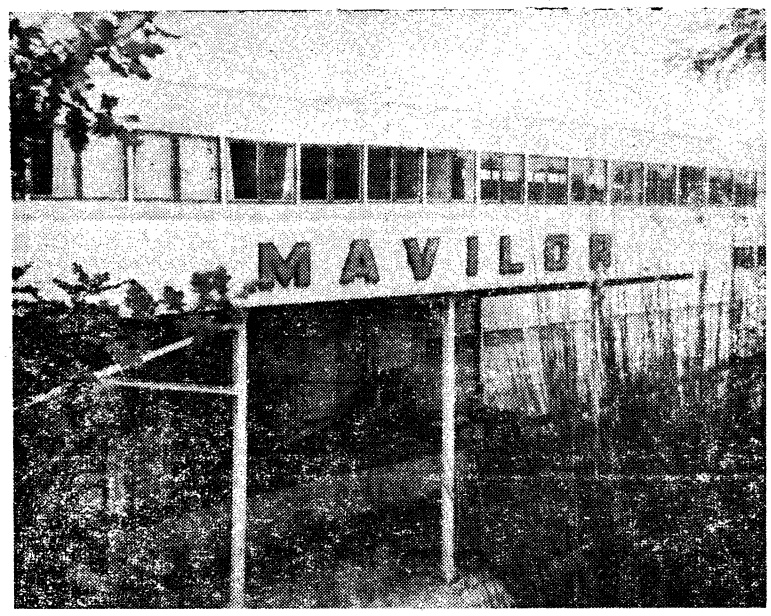
« VOIX OUVRIERE » hebdomadaire ne sera pas, pour le moment, sensiblement modifiée dans sa présentation. Néanmoins, son prix devra être doublé. C'est la condition indispensable pour que « VOIX OUVRIERE » paraisse chaque semaine. Car « VOIX OUVRIERE » ne fait pas de publicité, n'est pas une entreprise commerciale mais elle doit néanmoins être présente partout. Et cela coûte cher.

Le prix de « VOIX OUVRIERE » va donc passer à 1 F. Cela ne paraîtra cher qu'à ceux qui estiment le prix d'un journal au poids du papier.

Les lecteurs de « VOIX OUVRIERE » ne sont pas des acheteurs de papier. Ce sont à des degrés divers des combattants du socialisme. Et nous sommes sûrs que ce sera pour eux une grande satisfaction d'avoir chaque semaine à débourser un franc pour pouvoir lire leur journal de classe, pour le voir vivre et se développer.

Les entreprises où paraissent de nouveaux bulletins d'usines "Voix Ouvrière"

MAVILOR à l'Horme dans la Loire



D'OU VIENT MAVILOR ?

Mavilor est le nom de la Manufacture de villebrequins de Lorette. Elle provient d'une entreprise de 20 à 30 ouvriers créée sur Lorette en 1890, mais qui ne s'est réellement spécialisée dans le villebrequin que depuis le début du siècle. Pendant la première guerre, elle a été achetée par Grojeat et revendue à la C.A.F.L en 1936. Elle comprenait alors 500 ouvriers. Ses effectifs ont pratiquement doublé depuis la deuxième guerre.

En septembre 1947, elle s'agrandit d'un atelier situé à Lavarizelle, à une dizaine de kilomètres de Lorette, où elle installe une chaîne de montage, la chaîne A, et quelques années plus tard, en 1956, la chaîne B. L'entreprise de Lorette, elle, par contre, est spécialisée dans l'estampage. En 1965, MAVILOR s'agrandit encore du département Construction et Outillage, qu'elle installe à l'Horme, cette fois-ci (l'Horme est situé à mi-chemin entre Saint-Chamond et Lorette).

A partir de la fin de la même année, et en quelques mois, les différentes chaînes vont se regrouper sur l'Horme. L'entreprise Lavarizelle va fermer. L'estampage, lui, restera à Lorette.

A l'Horme sont donc regroupés les secteurs Construction et Outillage, les chaînes A, B, C, D de montage de villebrequins, le secteur DS (traitement thermique), etc., (regroupement qui entraînera de nombreux désavantages pour le personnel et qui fut à l'origine de conflits importants dont nous reparlerons plus loin). C'est dans cette usine de l'Horme que paraissent régulièrement les tracts « Voix Ouvrière ».

L'ORGANISATION DE L'USINE

Chaque chaîne est spécialisée sur un type de villebrequins différent. On appelle chaîne, l'ensemble des opérations pour la fabrication d'un villebrequin, ce travail se faisant sur machines individuelles et non « à la chaîne ».

La chaîne A sort des gros villebrequins pour moteurs de 8 cylindres qui servent principalement aux bateaux. Les commandes sont très limitées, il n'y a pratiquement pas de travail de série. Et comme chaque nouvelle pièce demande un certain temps d'adaptation, ce sont surtout des ouvriers, assez anciens dans l'usine, qui ont eu le temps de s'adapter aux différents modèles sortis, qui y travaillent.

Les chaînes B et C fabriquent des villebrequins moyens (pour moteurs de 6 cylindres et qui pèsent de 100 à 150 kg chacun). Elles travaillent en particulier pour Berliet, Hispano-Suiza, Citroën, Unic et Perkins.

La chaîne D enfin, fabrique des petits villebrequins pesant 15 à 25 kg chacun. Elle travaille pour les mêmes entreprises que les chaînes précédentes. Les cadences y sont très rapides. Pour aller plus vite, les ouvriers ne se servent pas des palans, mais manipulent les pièces à la main. Dans une journée, en plus de leurs 9 heures de travail, ils transportent ainsi 3 à 4 tonnes de matériel.

Chaque chaîne comporte trois opérations essentielles : l'ébauche, le tournage, la rectification. Mais à la chaîne A, où le travail est plus qualifié, chaque ouvrier fabrique entièrement sa pièce d'un bout à l'autre.

Dans l'usine, on compte 2/3 d'O. S. pour 1/3 d'O. P.

LES HORAIRES

Il y a deux équipes et une normale. La majorité des ouvriers travaille en équipe. L'équipe du matin est présente de 4 heures à 13 heures en 5 jours (soit 45 heures par semaine), celle du soir de 13 heures à 22 heures. Pour ce qui est de la normale, une partie d'entre elle s'arrête pendant deux heures à midi, et travaille donc de 7 heures à 11 heures 45 et reprend de 13 heures 45 à 18 heures, une autre partie s'arrête 3/4 d'heure pour manger, c'est-à-dire qu'elle commence à 7 heures pour finir à 16 heures 45.

Mais les horaires sont très élastiques !

Ils changent au gré des commandes.

Sur la chaîne C (villebrequins moyens), au mois de mars, il y avait des stocks, la direction lockouta le secteur et obligea les ouvriers de ce secteur à prendre une semaine de congé anticipée sur leurs vacances 1967. En juin, le travail ayant repris, la direction leur proposait de venir récupérer leur semaine de congés obligatoire en faisant la double journée. Et comme c'était des heures récupérées et non supplémentaires qu'ils faisaient, ils furent payés en heures normales.

En mai, sur la chaîne D (petits villebrequins), il y eut une commande de Cummins, à exécuter très rapidement (une cinquantaine pour la fin du mois), or, au 20 mai, il n'y en avait qu'un de sorti. Pour accélérer, la direction décida alors de faire passer cette chaîne en 3 x 8. Ceci ne se fit pas sans heurts. La résistance des ouvriers fut spontanée et vigoureuse et ce n'est que par l'intervention des délégués leur conseillant de remettre la grève à plus tard que les ouvriers de ce secteur firent les 3×8.

Enfin, depuis le début septembre de cette année, le travail presse. Dans les chaînes B, C, D, l'horaire a été relevé et les ouvriers viennent le samedi matin tous les quinze jours.

Cependant la direction s'est heurtée à la résistance des ouvriers sur les variations de salaires : les salaires pouvant atteindre de 1 000 à 1 200 francs par mois pour des horaires de 60 heures par semaine et retomber brusquement à 500 ou 600 francs par mois lorsque l'horaire repassait à 40 heures. Ainsi maintenant, plutôt que de proposer des heures supplémentaires, elle préfère embaucher des jeunes sous contrat provisoire de trois mois. Elle vient d'embaucher une trentaine de jeunes sortant de centre d'apprentissage, comme P2 avec un contrat de 3 mois. De cette façon, lorsque le travail ralentira, elle pourra les renvoyer sans préavis et sans difficulté.

DEMENAGEMENTS ET ACCELERATION DES CADENCES

Depuis que toute la fabrication a été réunie à l'Horme, le temps alloué aux pièces a considérablement diminué. Cela s'est fait par étapes. Ce sont les tourneurs qui sont descendus les premiers, en janvier 1966. Ils se sont aperçus qu'il leur fallait travailler bien plus vite pour un même salaire. Pour protester, ils ont fait des débrayages tous les jours et ont obtenu la garantie de leur salaire précédent quels que soient les temps mis pour faire leurs pièces, jusqu'au 1er février.

Pendant ce temps-là le déménagement se poursuivait. Au 1er février, les ouvriers se retrouvaient à l'Horme, plus nombreux, sans délégués (ceux-ci n'étaient pas encore descendus) et avec le même problème à résoudre. Spontanément, les ouvriers décidèrent de faire grève jusqu'à ce qu'on leur garantisse leur salaire. La grève fut totale à l'Horme. Elle reçut l'appui des ouvriers de Lorette aussi bien en argent qu'en débrayages. Elle dura huit jours, après quoi la direction signa un accord, garantissant pour trois mois le salaire habituel pour tous ceux qui devaient y descendre.

UNE GREVE DE 17 JOURS :

Au bout de trois mois, en mai 1966 donc, tous les ouvriers étaient descendus à l'Horme et l'on se retrouvait au même point, la direction voulait imposer les nouveaux temps.

Il y eut toute une série de pourparlers entre les syndicats et la direction. Celle-ci ne voulait rien entendre. Au cours d'une réunion du personnel, la grève sur le tas jusqu'à satisfaction fut votée à main-levée.

La grève était à nouveau totale. Les ouvriers occupaient l'usine. Il y avait des piquets de grève en permanence dans la cour et dans les ateliers. Il y avait des réunions presque tous les jours à la bourse du travail, suivies de votes à main levées pour savoir s'il fallait ou non poursuivre la grève.

Au bout de 17 jours, quand les ouvriers commencèrent à se fatiguer, les syndicats firent un vote secret cette fois. La majorité des ouvriers votèrent la reprise du travail.

La direction appliqua alors son nouveau système :

— les temps furent considérablement diminués ;

— la prime de fin d'année passa de 8,25 à 6 % du salaire, avec abbattement de 6 % pour toute absence de deux heures non justifiée.

Et comme elle se sentait forte, elle licencia sur le champ trois délégués, 2 CGT, 1 CFDT.

(A noter que dès qu'ils l'apprirent les ouvriers voulurent se remettre en grève pour faire réintégrer leurs camarades, mais à 3 h 30 — le poste du matin commence à 4 heures — ce fut le responsable syndical qui alla devant l'usine pour calmer les esprits, expliquant qu'il allait tout arranger et qu'il fallait reprendre calmement le travail.)

CLIMAT DANS L'USINE

Actuellement, le climat est assez tendu. On vient d'augmenter les horaires, il faut travailler beaucoup plus vite qu'avant, si bien que la tension nerveuse s'accroît. En outre, comme les ouvriers travaillent vite, beaucoup de pièces ne vont pas. Il y en a 10 % à retoucher et les chefs sont constamment sur le dos des ouvriers.

Aucune action d'ensemble n'étant proposée, le mécontentement se traduit évidemment par des ripostes individuelles.

Les ouvriers de Mavilor, comme l'ensemble du prolétariat de la Loire, sont particulièrement combattifs et seule la politique réformiste des Centrales syndicales limite leur capacité de lutte.

Echec aux accords à la Polymécanique

A la Polymécanique à Pantin, la direction a présenté un accord à signer aux organisations syndicales. Après des hésitations, et l'opposition exprimée des ouvriers lors d'un débrayage d'information, les syndicats ont refusé de signer l'accord en question. Ils avaient pourtant proposé une autre base d'accord très peu différente de celle de la direction, mais celle-ci ayant refusé de monter du moindre « centième de pour cent » ses propositions, il était impossible pour les syndicats de faire admettre une signature éventuelle.

La direction proposait aux ouvriers d'accepter de considérer qu'ils travaillaient dans une industrie saisonnière, ce qui se traduisait pratiquement par des diminutions d'horaire et de paye l'hiver, et des récupérations à la belle saison le samedi. Ces récupérations devaient s'effectuer les semaines où il y avait un jour férié, de manière à ce que l'horaire hebdomadaire ne soit pas supérieur à 45 heures. Les heures en dessous de la moyenne annuelle de 45 heures devaient être indemnisées à 50 % à la fin de l'année. L'augmentation des salaires était garantie comme les années précédentes à 4 % plus 1,5 % de « prime de vie chère ». Si l'horaire était ramené à 44 heures cela devait être compensé par 1 % supplémentaire.

Les syndicats acceptaient la récupération, mais demandaient l'indemnisation à 50 % tous les mois et la garantie d'un salaire sur la base de 42,5 heures. Par ailleurs ils proposaient une réduction d'horaire d'une demi-heure hebdomadaire, tous les 6 mois de manière à atteindre en 2 ans et demi 42,5 heures. A chaque demi-heure en moins devait correspondre une augmentation de 1,5 % en compensation. On voit bien que des propositions de la direction à celles des syndicats, il n'y avait pas grande distance à parcourir. La direction a bien précisé qu'elle faisait ces propositions « parce que les stocks coûtent cher ». Mais en faire à sa guise avec l'horaire des ouvriers cela ne coûte rien, si ceux-ci l'acceptent. Cela n'a d'ailleurs pas été le cas les deux années précédentes à la Polymécanique : le patron a bien pu diminuer les horaires l'hiver, mais lorsqu'il a voulu les remonter, les ouvriers ont maintenu d'autorité 45 heures, alors qu'on voulait leur en faire effectuer 48. L'année d'après on a voulu leur faire récupérer les jours fériés, la réponse a été un débrayage massif et le refus de récupérer. Mais on espérait que les ouvriers avaient la mémoire assez courte pour accepter aujourd'hui ce qu'ils refusaient hier.

Et pourquoi accepteraient-ils de payer, alors que la situation économique de l'entreprise est loin d'être désastreuse ? D'ailleurs s'il y a des stocks, c'est parce que les cadences augmentent sans cesse, les machines transferts plus nombreuses sont introduites, et l'horaire se maintient. Actuellement la Polymécanique ne juge pas rentable de faire des stocks, surtout parce qu'elle espère grossir ou diminuer les effectis et les horaires en fonction des ventes sur le marché, tout en ayant à chaque fois à sa disposition la main-d'œuvre nécessaire pour satisfaire les commandes. Il y a deux ans ce n'est pas cette politique que le patron menait. Il est vrai qu'il avait des difficultés à trouver des ouvriers au moment où il le voulait, alors que maintenant il y a quand même plus de 400 000 chômeurs dont 100 000 dans la région parisienne. Si cela ne ressemble en rien à une catastrophe économique, cela permet pourtant déjà au patronat d'en prendre plus à son aise avec les ouvriers, et de réduire certains frais comme les frais de stockage.

Seule une politique résolue pourrait s'opposer à cela. Une diminution immédiate du temps de travail est indispensable. Il ne s'agit pas de revendiquer des « retours progressifs » à 42,5 heures, ce qui n'est possible qu'en supposant de nombreux licenciements pour compenser l'augmentation de la productivité. Il y a la loi de 40 heures, c'est tout de suite qu'il faut la faire appliquer. Et pour 40 heures, il faut des salaires qui permettent de vivre décemment et qui soient garantis. Il faut savoir aussi que tant que des chômeurs attendront à la porte, il sera difficile de défendre ses conditions d'existence. Seule la réduction de la semaine de travail peut assurer un salaire à tous.

Ces revendications semblent trop hardies aux syndicats de la Polymécanique. Cela parce qu'ils cherchent désespérément ce qui pourrait être obtenu dans une entreprise isolée, au prix de discussions ou de quelques débrayages limités. Mais pour ceux qui pensent qu'une grève générale jusqu'à satisfaction est non seulement indispensable, mais possible, ce n'est pas viser trop haut que de donner des objectifs représentant une solution réelle aux problèmes des ouvriers.

LISTE DES ENTREPRISES OU PARAIT UNE « VOIX OUVRIERE »

Naus ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

En voici la liste :

AERONAUTIQUE :
SNECMA Kellermann — Paris XIIIe.
SNECMA — Gennevilliers
HISPANO-SUIZA — Bois-Colombes (Seine)
SUD-AVIATION — Courbevoie

AUTOMOBILES :
BERLIET — Lyon-Vénisieux
CHAUSSON — Gennevilliers (Seine)
CHAUSSON — Asnières (Seine)
CITROEN — Usines Levallois et quai de Javel
PANHARD — Paris
GENEVE — Ivry (Seine)
PEUGEOT — Sochaux
RENAULT — Billancourt, 4 bulletins correspondant à différentes sections de l'usine
R.N.U.R. — Général
R.N.U.R. — Bâtiment C
R.N.U.R. — Bureaux
R.N.U.R. — Département 37
SFA (Indenor) — Dijon
RENAULT — Flins

METALLURGIE :
Aciéries et Forges de la Loire C.A.F.L. Saint-Chamond
ALSTHOM — Saint-Ouen.
BABCOCK WILCOX — La Courneuve
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE — Saint-Nazaire
F.R.L.E. — Longvic-les-Dijon
OLIER — Clermont-Ferrand
NEYRPIC — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE — Dijon
BRONZAVIA — Courbevoie
CABLES DE LYON — Lyon
C.I.T. — Paris-15e
Cie des COMPTEURS de Montrouge (Seine)
LA POLYMECANIQUE — Pantin
CRANE — Lille
C.S.F. — Levallois (Seine)
C.S.F. — Issy-les-Moulineaux
THOMSON — Gennevilliers (Seine)

CHIMIE ET CAOUTCHOUC :
KODAK — Vincennes
RHONE-POULENC — Vitry (Seine)
ROUSSEL UCLAF — Romainville (Seine)
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois
MICHELIN — Clermont-Ferrand
MICHELIN — Bourges
RHODIACETA — Lyon-Vaise

SERVICES ET DIVERS :
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord (Seine)
AIR-FRANCE — Blanqui, Paris-13e
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker — Enfants - Malades
ASSURANCES GENERALES — Siège Paris
ASSURANCES GENERALES — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS FAMILIALES — rue Viala, Paris-15e
CHEMINOTS — Gare de Lyon
Imprimerie DESFOSSES — Issy-les-Moulineaux
CREDIT LYONNAIS — Siège central Paris
CREDIT LYONNAIS — Levallois
CAISSE REGIONALE DE SECURITE SOCIALE PARISIENNE — Rue de Flandre, Paris
B.N.P. — Paris
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS ET DOCKS — Marseille
CHEMINOTS — Gare du Nord — La Plaine-Landy
URBAINE ET LA SEINE — Paris
MINES — Bassin du Douaisis - Mine d'Aniche
MAVILOR - Saint-Chamond

A L'URBAINE DE LA SEINE :

UNE INTERVENTION FAVORABLEMENT ACCUEILLIEPAR L'ENSEMBLE DU PERSONNEL... BEAUCOUP MOINS BIEN DES BUREAUCRATES SYNDICAUX

A la demande des organisations syndicales C.F.D.T. et C.G.T., et suivant le scénario habituel à l'Urbaine, 800 employés environ (sur 1 200 composant le personnel) se trouvaient réunis le mardi 7 à 8 h 15, prise du travail, dans le Hall de la Compagnie.

Première assemblée depuis la rentrée, ce n'était pourtant pas la première assemblée générale de ce genre. En effet chaque année à la même époque les organisations syndicales organisent des réunions d'informations semblables, pour tenir le personnel au courant des discussions engagées avec la F.F.S.A. (Fédération Patronale des Assurances) au sujet des revendications, et pour demander aux employés de soutenir l'action des syndicats : par des signatures, des pétitions, des protestations, des délégations élargies, des manifestations ou plutôt des promenades folkloriques autour des compagnies d'assurance du 9e arrondissement et des débrayages en fin de journées.

Ainsi donc, ce matin-là, les employés venus nombreux comme d'habitude, s'attendaient à entendre les mêmes paroles prononcées par les mêmes représentants syndicaux, prises de paroles pour le moins folkloriques.

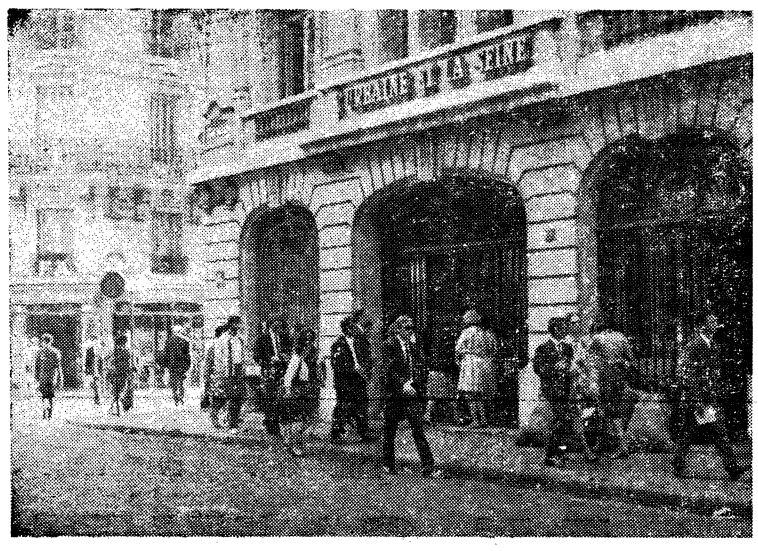
Le responsable C.F.D.T., après avoir obtenu à grand peine le silence prit la parole... pour dire qu'il la passait à la déléguée C.G.T., les deux syndicats marchant main dans la main.

A nouveau, chahuts, rigolades, accentués par la montée sur un bureau de la représentante C.G.T. qui a toujours son petit succès comique et en est ravie. Obtenant le silence elle dit que, comme chaque année, nous étions réunis pour être informés des discussions qui étaient engagées dans la profession avec la F.F.S.A. Les revendications étaient déposées, il fallait attendre la réponse des patrons. Alors comme l'année dernière il fallait que nous soyons unis derrière nos organisations syndicales pour faire pression sur la Fédération Patronale si l'on voulait obtenir quelque chose et imposer... la libre discussion des salaires. Pour cela il allait falloir engager des mouvements et déjà dans d'autres entreprises d'Assurances comme au « Soleil » des actions étaient engagées : les employés avaient été chanter sous les fenêtres de la direction .. sifflements dans l'assemblée, signes de protestation .. « c'est pas sérieux » !.. etc. Alors voyant qu'elle n'avait pas intérêt à insister elle s'empressa de dire que s'il le fallait les syndicats organiseraient des arrêts de travail. Mais l'Important, c'était de rester unis derrière les syndicats et de ne pas écouter ce que certains pouvaient dire et écrire dans une certaine feuille. Il fallait faire confiance aux organisations syndicales qui savaient elles ce qu'il fallait faire.

A ce moment, alors qu'elle redescendait de son perchoir et que le personnel s'apprêtait à rejoindre les bureaux, une employée demandait la parole. L'effet de surprise fut tel parmi l'assemblée que le silence se fit immédiatement chacun restant à sa place pour l'écouter. Et tandis que les représentants syndicaux visiblement surpris et mécontents de cette intervention non prévue discutaient entre eux, l'employée demanda si les syndicats avaient l'intention de refaire jouer au personnel le même cinéma que l'an passé, auquel cas, nous n'obtiendrions rien de plus que les 4 % accordés en janvier par la F.F.S.A.

La camarade dénonça les actions proposées comme étant inefficaces parce que pas sérieuses : « ce n'est pas en chantant sous les fenêtres qu'on fera plier les patrons (applaudissements) ! comment se faisait-il, continua-t-elle qu'un mouvement général comme le 17 mai dernier qui devait être le point de départ de mouvements plus amples soit resté sans lendemain et il faut réagir énergiquement (applaudissements). Continuant son intervention dans ce sens l'employée fut applaudie. Furieuse la responsable C.G.T. qui avait parlé précédemment essaya de détourner la question en demandant : « Savez-vous au nom de qui elle vient de parler ? » Mal lui en pris car le groupe qui entourait la camarade répondit affirmativement, que c'était en leur nom, en tant que syndiquée C.G.T., et que de plus il n'était pas besoin d'une étiquette pour dire ce que tout le monde pensait.

La camarade repris la parole pour dénoncer les revendications en pourcentages (12% par la C.G.T., 8 % par la C.F.D.T.) et réclamer une augmentation uniforme pour tous, et pour demander aux syndicats qu'ils s'engagent à mener la lutte sérieusement. Ce qu'il fallait pour commencer c'était des arrêt sur le temps de travail. Elle fut là encore applaudie.



que nous repartions à zéro ?... » Partout les ouvriers, les employés, montrent qu'ils sont mécontents. La semaine dernière, des ouvriers du Mans se sont mis en grève et ont manifesté avec violence leur mécontentement, bientôt la R.A.T.P., l'E.D.F., et d'autres secteurs se mettront en grève. Alors il faut que tous ensemble nous soyons prêts à organiser des mouvements de grande envergure pour la réalisation de nos revendications qui sont les mêmes : augmentation des salaires, diminution du temps de travail, etc...

Ce qu'il faut c'est dès maintenant organiser la lutte sans attendre le bon vouloir de la F.F.S.A. Les patrons eux ne discutent pas, le gouvernement non plus, ils décident et prennent des ordonnances sur le dos des travailleurs. Et si l'on veut que cela cesse

Pour sauver la face mais très affolée par la tournure prise par les événements, la représentante C.G.T. essaya de tourner en dérision la grève générale illimité, comme étant de l'aventurisme, et elle voulut recueillir des appuis favorables en demandant si personne d'autre ne voulait parler, allant jusqu'à interpeler nommément des jeunes sur qui elle croyait pouvoir compter. Le seul qui prit la parole le fit pour dire qu'il fallait effectivement mener une lutte d'envergure, prendre contacts avec toutes les Assurances, les Banques, etc.

Sur ce, la réunion prit fin, les délégués ayant dit qu'ils étaient prêts à mener une lutte sérieuse et qu'ils tiendraient le personnel informé.

A noter que toutes la journée des témoignages de sympathie allèrent à la camarade qui avait osé dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas.

Parce qu'ils ne s'y attendaient pas, les délégués avaient laissé parler une employée qui osait ne pas être d'accord avec eux, et ainsi par surprise la réunion avait pu se dérouler démocratiquement à la satisfaction du personnel.

Mais il n'en fut pas de même pour la réunion qui eut lieu deux jours après. Là, les syndicats prévenus firent en sorte que cela ne puisse se reproduire tout au moins aussi facilement. Car, pour les bureaucrates syndicaux il est impensable que quelqu'un qui n'est pas d'accord avec eux puisse prendre la parole et la garder plus longtemps qu'eux pour exposer ses idées.

Ainsi le vendredi le personnel encore plus nombreux se retrouvait dans le Hall. Et la même déléguée C.G.T. pris la parole pour dire que la F.F.S.A. proposait 3,84 % d'augmentation seulement et que les syndicats avaient jusqu'au 20 novembre pour donner leur réponse. Après avoir énuméré les augmentations obtenues les années précédentes et souligné que ça allait en diminuant chaque année, la déléguée fit remarquer que si, l'an passé on avait obtenu 4 % au lieu de 3,50 proposée par la F.F.S.A., c'était grâce aux mouvements organisés par les syndicats. Alors ! il fallait à nouveau être tous unis derrière eux ! Et, en signe de protestation les organisations syndicales appelaient le personnel à sortir le soir même à 16 h au lieu de 17 h 45. Recueillant l'approbation du personnel pour cette sortie anticipée, la déléguée nous demandait de nous disperser et de regagner nos bureaux, nous serions tenus au courant des résultats de la réunion F.F.S.A. qui aurait lieu.

De nouveau, une employée, la même que deux jours plus tôt pris alors la parole pour dire que si tout le monde était d'accord pour sortir le soir à 16 h, eh bien il fallait sortir, mais en sachant que ce ne serait pas suffisant ; que ce qu'il fallait c'était dès la semaine prochaine organiser des arrêts de travail pour discuter des revendications et que, même 4 % ce ne serait pas suffisant. Aussitôt les délégués avec l'appui de quelques employés qui avaient été mis en condition protestèrent et essayèrent de couvrir la voix de la camarade, malgré les appels au silence de nombreux autres employés. C'est ainsi que la déléguée se mit à menacer ceux qui voulait « partir à l'aventure » « nous vous disons si vous suivez nos consignes et restez derrière nous alors, nous vous défendons, sinon je ne dis qu'une chose : attention » !

Devant les protestations de nombreux jeunes, une autre déléguée C.G.T. pris la parole pour essayer de calmer les mécontents et pour vaguement promettre que d'autres mouvements auraient lieu avant le 20 novembre. Sur ce, elle demandait aux employés de se disperser.

Ce que certains firent mais nombreux étaient ceux qui restèrent sur place et écoutèrent un groupe d'une trentaine d'employés et n'hésitèrent pas à dire ce qu'ils pensaient aux délégués de pareilles méthodes.

Par la même occasion ces jeunes protestèrent contre l'incapacité des syndicats à organiser des grèves sérieuses et, expliquaient qu'il fallait faire la « grève sur le tas », ils se virent menacés par certains délégués. « Vous aurez la Direction contre vous, ne comptez pas sur nous pour vous défendre ! etc. ». D'autres délégués essayaient de calmer les jeunes. «Si vous avez des revendications particulières sur votre secteur, venez nous trouver et nous demanderons une entrevue à la Direction ».

Autrement dit ,les bureaucrates ne pensaient qu'à une chose, noyer le poisson en essayant d'isoler les plus combatifs.

Furieux refusant le discuter plus longtemps avec de pareils « représentants syndicalistes », les jeunes s'en furent discuter entre eux et avec les camarades des autres services conscients qu'ils ne pouvaient compter que sur eux pour réaliser quelque chose de sérieux, d'accords pour sortir à 16 h mais pour ne pas en rester là.

Le mot d'ordre de grève du soir, fut suivie par une majorité du personnel. Reste à savoir ce que les organisations syndicales décideront demain.

Mais à l'Urbaine comme dans beaucoup d'entreprises les travailleurs en ont assez de petits mouvements qui ne mènent à rien et ont de plus en plus conscience de la nécessité de combattre sérieusement pour obtenir quelque chose de valable.

Plutôt que d'aller dans ce sens et donner confiance aux travailleurs les syndicats préfèrent isoler les plus combatifs et démoraliser le plus grand nombre.

Les éditions de l'Herne vont publier prochainement

LES ECRITS MILITAIRES
de TROTSKY

1 400 pages de documents insoupçonnés, par celui qui fut le fondateur de l'Armée Rouge.

Au sommaire du 1er Tome :

- **Comment la révolution s'est armée.**
- **L'organisation de l'armée rouge.**
- **La mutinerie des Tchécoslovaques.**
- **La mutinerie des socialistes révolutionnaires de gauche.**
- **La situation militaire de la République au printemps 1919...**

Offre de souscription :

Le 1er Tome 750 pages, **50 F** au lieu de 63 F.
Souscription pour les deux Tomes, **85 F** au lieu de 120 F.
Cette offre n'est valable que pour les 1 000 premiers souscripteurs.

Nos lecteurs intéressés peuvent s'adresser directement aux éditions de l'Herne en utilisant le bulletin ci-dessous.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

à retourner à :

l'Herne
226, boulevard Saint-Germain - Paris-7e
C.C.P. PARIS 18.107.16

Nom .....

Adresse .....

.....

Signature,

Je désire recevoir le Tome 1, des Ecrits Militaires de Trotsky, au prix exceptionnel de **50 F** (1).

Je désire souscrire aux Tomes 1 et 2 des Ecrits Militaires de Trotsky, au prix exceptionnel de **85 F** (1).

Règlement par mandat - chèque bancaire - chèque postal.

(1) Rayer la mention inutile.

V. O.

REVOLUTION RUSSE

(Suite)

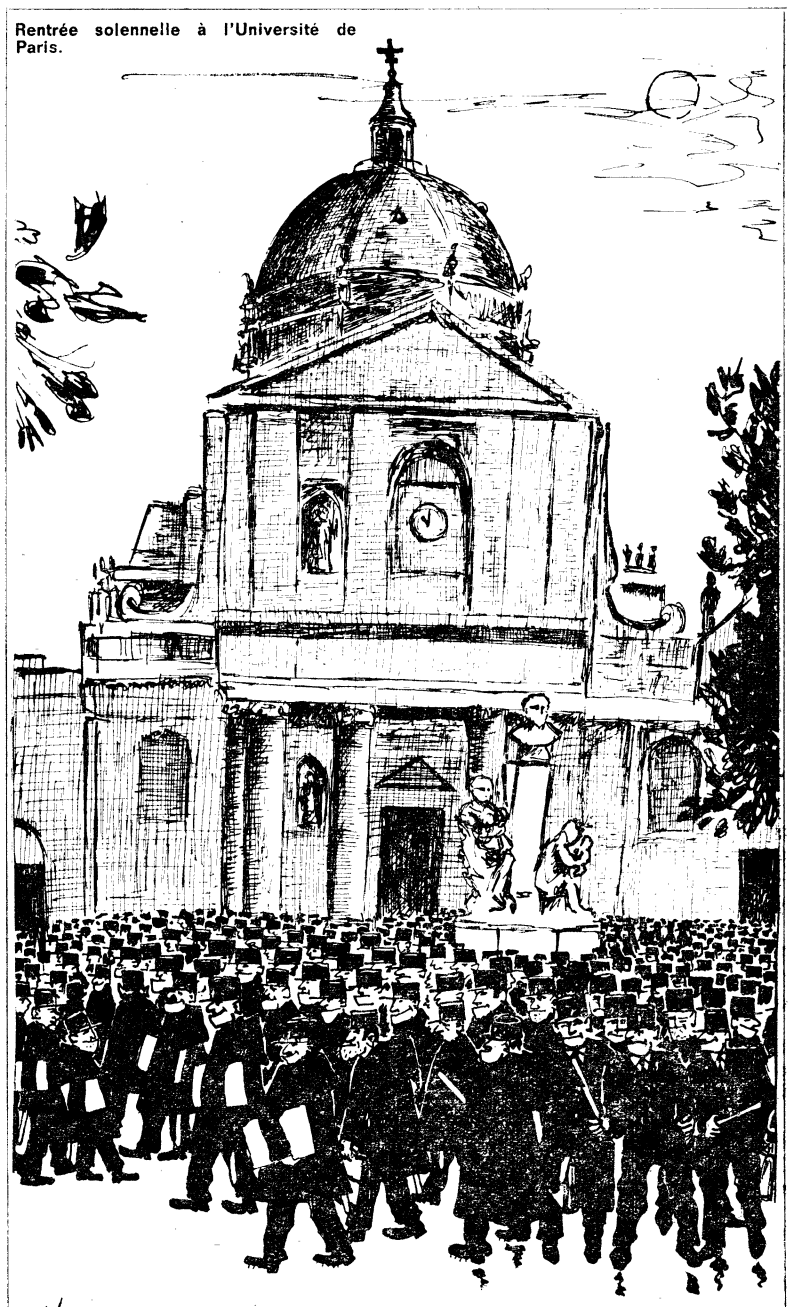
létariat ou, plus modestement, qui s'efforce d'empêcher la diffusion des idées révolutionnaires au sein de la classe ouvrière, en est un exemple.

Et finalement, on peut dire que ce que toute la presse loue en ce cinquantième anniversaire, ce n'est pas la victoire des révolutionnaires russes, c'est leur défaite ; ce n'est pas le début de la révolution mondiale, c'est l'assagissement de la Révolution à l'intérieur des frontières de l'U.R.S.S. ; ce n'est pas l'idéal brûlant de Lénine et de ses camarades, c'est le « réalisme modéré » des hommes d'Etat à la Brejnev.

Mais tous ces gens se trompent ! La Révolution russe est bien la première des révolutions prolétariennes et elle ne sera pas la seule. L'idéal et l'enseignement de Lénine sont toujours actuels. La révolution a connu des revers depuis cinquante ans — revers dus en grande partie au rôle contre-révolutionnaire des dirigeants russes — mais cinquante ans, pour pesants qu'ils soient aux épaules d'un seul homme, ne sont rien à l'échelle historique .

La Révolution russe est toujours à l'ordre du jour : Vive la Révolution russe, vive la Révolution mondiale.

Rentrée solennelle à l'Université de Paris.



Non à l'inscription des 10.000 nouveaux étudiants...

Le scandale des transports en commun de la région parisienne

LES transports en commun de la région parisienne deviennent de jour en jour plus insuffisants. Ce ne sont pas les promesses ministérielles sur « le Paris de l'an 2000 » qui permettent de supporter la fatigue qu'impose la circulation aux heures de pointe deux fois par jour dans les réseaux souterrains ou de surface.

L'attente au bus, dans le froid et sous la pluie, s'allonge chaque jour et le temps du parcours augmente dans la même mesure.

Dans le métro c'est pire encore. Sur certaines lignes la dimension des trains a augmenté : chaque train permettant de transporter plus de voyageurs ,mais on en a profité pour diminuer le nombre de rames, ce qui fait que si la capacité totale théorique est la même, l'attente entre chaque train en a été allongée d'autant. Les améliorations techniques au lieu d'augmenter le confort, le diminuent. De plus, dans les nouvelles rames, si le nombre total de voyageurs reste le même, le nombre des places assises (du fait de la suppression des rames) a diminué. On fait ainsi des économies au détriment des voyageurs et du personnel. (c'est pour cette raison que le personnel de ligne Orléans-Clignancourt a débrayé récemment).

Pire, maintenant les incidents techniques reprennent à un rythme qui est près d'égaler la pire période d'après-guerre. La semaine dernière des dizaines de milliers de voyageurs de la ligne Orléans-Cligancourt ont mis une heure de plus pour rentrer chez eux, au prix de fatigues accrues, par suite d'une panne due à l'utilisation intense du matériel.

Au prix où le voyage en bus ou en métro est facturé aux usagers (plus cher que le prix de revient kilométrique en voiture individuelle) cela pourrait être, cela devrait être, pour des conditions de voyage décentes. Car il s'agit de transports chers, et non de transports vendus au rabais, rappelons-le. Dans ces conditions l'attente aux bus et dans les coulois du métro est injustifiable et chacun devrait bénéficier d'une place assise.

Si celà continue comme ces jours derniers, les pouvoirs publics auront certainement à goûter un soir la colère contenue de centaines de milliers d'usagers du métro et des bus, excédés de ces fatigues supplémentaires après une journée de travail.

DU PRIX DU BUS ET DE LA FAÇON DONT ON SE MOQUE DE NOUS EN MEME TEMPS QUE DU BON SENS

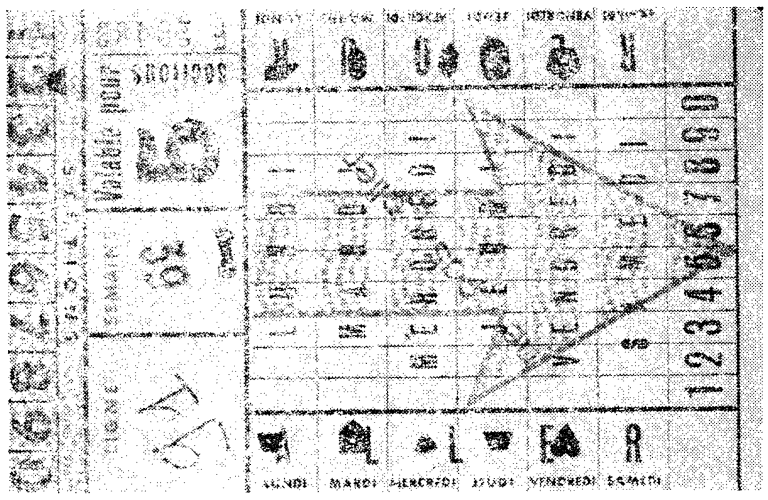
Un de nos lecteurs nous écrit pour nous signaler le cas, qui n'est certainement pas particulier, de la ligne d'autobus n° 91 : Bastille-Montparnasse.

Comme l'écrit notre correspondant, cela pourrait être qualifié de plaisanterie burlesque, si les usagers n'en étaient victimes.

En effet, sur cette ligne, comme sur toutes les autres, depuis l'augmentation du 15 juillet, lorsqu'on parcourt trois sections, il faut payer pour cinq ; mais que la ligne 91 ne comporte que quatre sections effectives, cela n'a même pas semblé gênant aux auteurs du système.

Et notre correspondant d'ajouter qu'il faut écouter « les conclusions des touristes étrangers lorsqu'ils essaient après mûre réflexion de se faire expliquer ce brouillamini par le receveur du bus qui lui-même est bien incapable (pauvre lamoiste) de donner la moindre explication à ce sujet. C'est comme ça ! C'est comme ça ! Alors les braves touristes (...) ont le sentiment qu'ils viennent de se faire truander une fois de plus, et mieux, par un organisme officiel sous contrôle de l'Etat français ».

On peut conclure que les touristes ne se font truander qu'une fois, tandis que c'est deux fois par jour, sur tout le réseau, que les travailleurs parisiens le sont, par une « régie » qui ne sert pas les usagers, mais qui leur fait supporter les frais d'aménagement des quartiers qui iront de la Défense à Saint-Germain et vont rapporter des centaines de milliards aux sociétés immobilières.



Une carte de bus de cinq sections pour qui en parcourt trois... sur la ligne 91 qui n'en compte que quatre.

Un aspect quelque peu démentiel de la façon dont on se moque des travailleurs parisiens qui utilisent les transports en commun.

150 000 policiers bloquent pendant des heures des centaines de milliers d'automobiliste pour faire semblant de rechercher un activiste assassin.

FIN DU PROCES DE CAMIRI

L'ODIEUSE comédie qui tenait lieu de procès s'achève à Camiri. La fin est digne du début : la caricature de justice bolivienne a décidément bien des leçons à prendre de nos pays « civilisés » où au moins on sait soigner les formes, sauvegarder la face. Il est vrai que s'il n'avait tenu qu'aux « justiciers » du général Barientos, le procès eut été aussi bref que peut l'être le temps nécessaire de tirer une balle à bout portant sur un prisonnier. « Che » Guévara n'a même pas eu la chance de connaitre un simulacre de procès à l'instar de Régis Debray ; pour lui, procureurs, juge, témoin et bourreau ne faisaient qu'un dans une « procédure judiciaire » qui fut aussi franche et expéditive que peut l'être une justice de classe sans fard et sans masque.

Commencé par le réquisitoire du procureur, juge, témoin et bourreau achevé par la déclaration de défense de l'accusé. Pour faible qu'ait pu être l'expérience des metteurs en scène de cette comédie, ils savaient que pour un militant l'ultime moment d'un procès est aussi celui où même un tribunal militaire peut servir de tribune et où l'accusé a la possibilité de s'ériger à son tour en juge en s'adressant moins à l'auditoire sélectionné de la salle que, par delà cet auditoire, à ses compagnons d'armes et d'idées, à l'ensemble de l'opinion.

Aussi, l'on prit soin que les déclarations de l'accusé ne puissent franchir l'enceinte du tribunal. Dès la première phrase de Debray, un hurlement d'injures couvrit sa voix, et ces manifestation d'hostilité permirent au président de demander l'évacuation de la salle d'audience. Debray fit sa déclaration devant une salle vide, en présence seulement des cinq membres du conseil de guerre.

Le jugement définitif n'est pas encore rendu, mais tout le monde sait, et le gouvernement bolivien n'a pas pris des gants pour le dire, que le jeune intellectuel français était sur le banc des accusés pour être condamné et il sera condamné.

Le procureur du tribunal de Camiri, le colonel Iriarte, qui s'est signalé au début du procès déjà par un manque total de respect pour les moindres formalités d'usage, a fait une déclaration aussi nauséabonde d'hypocrisie, que menaçante pour la vie de Debray.

« Nous craignons un attentat communiste contre la vie de Régis Debray » — disait-il — « car le jeune français nous a rendu un fier service en nous révélant la présence de « Che » Guévara sur notre sol et en nous ouvrant les yeux sur l'importance réelle de la guérilla du Sud Est contre laquelle l'armée a alors pu faire porter tous nos efforts ».

Contrairement à la justice réelle, très expéditive sur le terrain, la justice légale bolivienne n'admet pas la peine de mort. Debray ne pourrait être condamné qu'à trente ans de prison, mais il est fort vraisemblable qu'une fois la parodie de procès terminée, ses colonels-juges désirent exécuter officieusement une sentance qu'ils n'ont pas pu proclamer officiellement. Ils sauraient alors trouver les « communistes » ou les « castristes indignés par la trahison » de Debray pour l'achever.

Officielle ou officieuse, la machine répressive bolivienne s'acharne aujourd'hui contre Régis Debray. Non que celui-ci représente en lui-même un danger quelconque pour le régime de Barientos.

Mais le jeune universitaire sympathisant castriste qui, ni par ses faits, ni par ses dires, n'était destiné à recueillir et à représenter l'héritage de Guévara est devenu, par les conséquences et les répercussions mêmes du procès bidon, un symbole. Une dictature, comme celle de Barientos, comme celle de la plupart des pays d'Amérique Latine, ne peut se permettra d'acquitter et de libérer un tel symbôle. Debray est la victime d'un mécanisme meurtrier, celui de la dictature.

G. K.

PERMANENCES

★ **PARIS :**

Ve arrondissement : Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro : Cardinal-Lemoine, **tous les samedis, de 15 à 17 h.**

Xe arrondissement : au siège de VOIX OUVRIERE, le **samedi de 16 h à 20 h,** 29, rue Château-Landon, Paris-10e.

XIe arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le **mercredi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIIIe arrondissement : Café «A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro : Maison-Blanche, le **jeudi, de 17 h 30 à 19 h.**

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : **le mercredi, de 18 h 15 à 19 h 15.**

XVe arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

XVIIIe arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le **mardi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **BANLIEUE :**

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place, Voltaire, **le mercredi de 18 h à 19 h.**

AULNAY-S/-BOIS. — Café «Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la Gare), **tous les vendredis de 18 h à 19 h.**

BOULOGNE - BILLANCOURT. — Café « Le Phénix », 155, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), **jeudis, de 18 h à 19 h,** au lieu **de 17 h 30 à 19 h.**

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), **le jeudi, de 17 h 30 à 19 h.**

★ **PROVINCE :**

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, **tous les mercredi de 17 h à 19 h.**

BORDEAUX. — Café « Le Régent », cours Victor-Hugo, **tous les vendredis de 17 h à 19 h.**

LYON. — Café «Le Clos Vert», 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le **samedi, de 17 h à 20 h.**

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage, Lyon-8e, **le mercredi, de 18 h à 19 h.**

BRIVE. — Café du Musée,

LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), **tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.** boulevard du Salan, **tous les jeudis, de 17 h à 19 h.**

CLERMONT-FERRAND : « Bar Square », place des Carmes-Déchaux, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

— « Bar du Pont » 90, rue Fontgière, **le vendredi de 12 h à 14 h.**

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charny, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, **tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.**

— Café « Le Normandy », place Grenette, **tous les jeudis, de 15 à 17 heures.**

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, **tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30.**

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. gare), **les jeudis 16 novembre et 30 novembre de 18 h 30 à 19 h 30.**

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, **tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.**

SAINT-CHAMOND. — Bar-restaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta les **vendredis 17 novembre et 1er décembre de 18 h 30 à 19 h 30.**

SAINT - ETIENNE. — Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileries, **les jeudis 16 novembre et 30 novembre de 15 h à 16 h.**

SAINT - NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, **le samedi, de 16 h à 17 h.**

SOCHAUX. — Café de la Gare, **samedi 25 novembre, de 13 h à 14 h.**

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, **tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.**